

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UQAM

LA COMMUNAUTARISATION GRADUELLE DU
PROCESSUS POLITIQUE EN MATIÈRE DE POLITIQUE
ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE; L'EXEMPLE
DE L'AGENCE EUROPÉENNE DE DÉFENSE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE DANS LE
CADRE DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

BOGDAN SULTANA

FÉVRIER 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS.

Je souhaite exprimer ma sincère gratitude au professeur André Donneur pour son aide nécessaire à la préparation de cette recherche. En outre, je voudrais remercier le professeur Lawrence Olivier dont la connaissance méthodologique était indispensable durant la rédaction du mémoire. Je voudrais également remercier l'ensemble du corps académique pour leur soutien et leurs conseils.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES ET ANNEXE.....	iv
LISTE DES ACRONYMES	v
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE I

LE CONSTRUCTIVISME DANS L'ÉTUDE DES RELATIONS

INTERNATIONALES.....	18
1.1 Fin de la guerre froide et apparition du débat théorique entre les théories traditionnelles (le rationalisme) et l'approche constructiviste.....	22
1.2 Relance du processus d'élargissement et émergence d'une littérature constructiviste.....	25
1.3 Les normes européennes en matière de PESC, entre compromis et impératifs étatiques. Le concept identitaire	32

CHAPITRE II

L'AGENCE EUROPÉENNE DE DÉFENSE ET LA FORMATION D'UNE NOUVELLE IDENTITÉ EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE R&D.

2.1 La structure de l'AED et le rôle pivot de l'OCCAR dans sa mise en place.....	47
2.2 Le rôle innovateur du Comité d'Orientation et le nouveau concept identitaire qui en découle.	51
2.3 La Commission Européenne et le Haut Représentant, pour la défense des normes et des valeurs communautaires.....	53

CHAPITRE III

LE DISCOURS DE L'AED ET UNE PLUS GRANDE INTÉGRATION DES VALEURS COMMUNAUTAIRES.....	58
3.1 Le discours de l'AED en tant que reflet des normes et valeurs communautaires	60
3.2 Le « Code de conduite » et l'eupéanisation des règles de R&D	66
3.3 La formation identitaire européenne en matière de politique extérieure.....	68

CHAPITRE IV

L'UNION EUROPÉENNE COMME ACTEUR SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE.....	74
4.1 Obstacles à la mise en place de l'AED et de l'émancipation militaro-industrielle de l'Union Européenne.....	75
4.2 L'Union sur la scène internationale, entre ambitions et capacités d'une puissance civile	79
4.3 Les interventions humanitaires de l'Union Européenne sous l'égide de la <i>PESD</i> et le reflet d'une construction identitaire commune.	82
CONCLUSION	86
ANNEXE.....	90
1 DIAGRAMME REPRÉSENTANT LA CONSTITUTION IDENTITAIRE DE L'AED	91
2 DIAGRAMME DÉCISIONNEL DE LAED.....	92
BIBLIOGRAPHIE	93

LISTE DES FIGURES ET ANNEXE.

<i>Figures.</i>	<i>Page</i>
1. Diagramme représentant les filtres d'européanisation.....	31
2. Résumé du titre V article J.1 du Traité de Maastricht	34
 <i>Annexe.</i>	
1. Diagramme représentant la Constitution identitaire de l'AED	91
2. Diagramme décisionnel de l'AED	92

ACRONYMES.

<u>Acronyme.</u>	<u>Nom.</u>	<u>Acronyme Anglais.</u>
AED	Agence Européenne de Défense.	(EAD)
CAGRE	Le Conseil des Affaires Générales et des Relations Extérieures.	(GAERC)
CMUE	Comité Militaire de l'Union Européenne.	(EUMC)
COPS	Comité Politique et de Sécurité.	(COPS)
FRR	Force de Réaction Rapide.	(RRF)
GAEO	Groupe d'Armement de l'Europe Occidentale.	(GAEO)
OCCAR	Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement.	(OCCAR)
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe.	(OSCE)
OTAN	Organisation de l'Atlantique Nord.	(NATO)
PESC	Politique Étrangère et de Sécurité Commune.	(CFSP)
PESD	Politique Européenne de Sécurité et de Défense.	(ESDP)
R & D	Recherche et Développement.	(R&D)
R & T	Recherche et Technologie.	(R&T)
SES	Stratégie Européenne de Sécurité.	(ESS)
UEO	Union de l'Europe occidentale.	(WEU)

RÉSUMÉ

Le but de ce mémoire est de faire valoir l'existence et l'importance des facteurs identitaires communs influençant le comportement des États membres au moment du processus politique au sein de l'Agence Européenne de Défense. L'objectif est de présenter un modèle de recherche qui sort du cadre d'analyse traditionnel et qui va permettre de comprendre (et de voir), de façon nouvelle l'ensemble de la politique extérieure commune. Nous posons l'hypothèse que le discours de l'Agence Européenne de Défense (*AED*) reflète une communautarisation et une européanisation graduelle de la Politique Étrangère de Sécurité Commune (*PESC*) ainsi que de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (*PESD*). En tout premier lieu nous illustrerons l'essor rapide de l'approche constructiviste depuis la chute de l'empire soviétique suivie des liens entre le contexte théorique et les normes européennes en matière de sécurité et de défense. En second lieu ce mémoire présente la construction sociale et le concept identitaire des institutions européennes en matière de défense avec une attention particulière sur la mise en place de la nouvelle Agence Européenne de Défense (*AED*). En troisième lieu nous étudierons le processus politique de cette nouvelle agence à travers son discours officiel ; interétatique et communautaire. Nous concluons cette analyse en notant l'importance des normes et des valeurs communautaires dans le processus identitaire reflétant l'émergence de l'Union Européenne en tant qu'acteur de premier plan sur la scène internationale. En somme, dans son ensemble, la recherche présentée ci-dessus démontre une érosion progressive de la prépondérance traditionnelle de l'État nation comme principal acteur en Relations Internationales (*RI*) dans les aspects civils de la politique extérieure de l'Union Européenne (*EU*).

Mots-clé : Union Européenne, Politique Européenne de Sécurité et de Défense (*PESD*), Politique Étrangère et de Sécurité Commune (*PESC*), Constructivisme, Normes, Agence Européenne de Défense (*AED*).

Introduction

Depuis la dernière décennie, la recherche portant sur l'Union européenne a beaucoup évolué. Les théories d'intégration *traditionnelles* – tel que le néo-fonctionnalisme par exemple - autrefois dominantes dans le domaine des études portant sur ce qui était jadis la Communauté européenne, commencent à perdre de leur prépondérance face à des approches théoriques nouvelles. À mesure que l'intégration politique, militaire et économique s'accroît, les chercheurs se tournent de plus en plus vers des théories ou des approches plus englobantes comme le constructivisme ou les théories de convergence (Richardson, 2005 : 764). L'apport de ces nouvelles approches dans le vaste domaine de la recherche académique portant sur l'UE est plus important que l'on a tendance à le croire. La recherche qui suit porte sur l'approche constructiviste en analysant la contribution de certaines valeurs et normes clés dans la formation d'une identité collective en matière de Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC).

La création d'un espace identitaire commun européen en matière de relations extérieures est le résultat de plusieurs années de formation économique, politique et sociale. Toutefois, comme il fallait s'y attendre, l'évolution d'une politique extérieure commune englobant une multitude de pays (quinze au début pour ensuite augmenter à vingt-sept avec le récent élargissement) ne s'est pas faite sans obstacles. Les dissensions politiques entre les membres de la communauté européenne nées par l'invasion de l'Irak

semblent faire place à une nouvelle ère de coopération¹ à mesure que l'occupation américaine dans ce pays s'embourbe. Paradoxalement, les divisions internes au sein de l'Union semblent faire place à une plus grande interaction entre les États, ainsi qu'une plus grande coopération au sein d'organisations interétatiques existantes. Ce nouvel élan, permet à la Politique Étrangère de Sécurité Commune et à la Politique Européenne de Sécurité et de Défense de prendre plus d'importance à mesure que les États-Unis deviennent davantage arbitraire dans leurs actions. Dans un contexte international où « *l'Europe est en paix mais le monde ne l'est pas* » (Gnesotto, 2004 : 9), l'UE désire devenir plus présente sur la scène internationale avec des ressources économiques, politiques et militaires accrues. Si l'établissement de l'Agence Européenne de Défense (AED) est l'objet d'étude entrepris dans ce travail, son analyse s'inscrit dans la perspective d'une plus grande émancipation de la politique extérieure européenne en général.

L'élargissement constant de l'Union Européenne depuis 1970 et l'expansion de sa politique étrangère commune présente un certain nombre de difficultés pour les théoriciens de l'intégration régionale et des relations internationales. La nature même de son processus politique basé sur un système institutionnel complexe de coopération et de mécanismes interétatiques la rend difficile à cerner à travers une lentille théorique traditionnelle². Dans son ensemble, l'Union européenne est une institution interétatique composée de

¹ Le terme coopération fait référence à la mise en place de plusieurs institutions communes, comme : l'Agence Européenne de Défense, ayant pour but d'approfondir la coopération interétatique entre les pays membres de la PESC.

² Dans ce cas précis, nous faisons référence aux théories réaliste (Morgenthau, 1948), aux théories néo-réaliste (Waltz, 1979), aux théories libérales et à la théorie plus communément connu sous le terme d'« Institutionnalisme libéral ».

vingt-sept pays souverains ayant construit, ensemble, une communauté novatrice possédant une identité sociale, économique et politique unique en son genre. Dans un monde où la souveraineté des États est en constante érosion, l'UE a réussi à se forger une identité unique parmi les institutions internationales en dépassant largement le spectre d'influence régionale. Cette impulsion représente une forme de gouvernance nouvelle, se situant entre l'État nation et le supranational.

La mise en place de l'espace Schengen³, la venue de l'Euro (€) et le récent processus d'élargissement sont tous des éléments socialisants aptes à une formation identitaire commune. Ces réalisations ont cependant tendance à obscurcir la mise en place lente et graduelle d'une politique étrangère commune. Si les discussions en matière de politique extérieure remontent aux années 1950, la mise en place d'une telle politique extérieure a été officiellement institutionnalisée avec le traité de Maastricht (7 février, 1992). Ce dernier a créé les conditions favorables à l'institutionnalisation de certains aspects de la politique extérieure commune alors que le traité d'Amsterdam (2 octobre, 1997) et celui de Nice (26 février, 2001) ont approfondi la coopération interétatique tout en élargissant le champ d'interaction et les compétences des acteurs non-étatiques.

LES BASES JURIDIQUES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SECURITÉ COMMUNE (PESC) : MAASTRICHT, AMSTERDAM ET NICE

Afin de bien comprendre le cheminement politique et juridique de la *PESC*, un bref résumé des Traités de Maastricht et (dans une moindre mesure) celui d'Amsterdam et de Nice s'impose. Ces précisions d'ordre historique vont nous permettre de bien saisir les bases juridiques qui ont permis la naissance de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune.

La coopération politique européenne (CPE) des années 1970 fut la première tentative interétatique d'un système de coopération et de consultation en matière de politique extérieure. Après le succès mitigé de cette entreprise, il a fallu attendre la ratification du traité de Maastricht et la mise en place de la *PESC* pour finalement assister à la naissance d'une politique étrangère commune englobant l'ensemble des pays membres, sauf le Danemark. En effet, ce pays a décidé de ne pas faire automatiquement partie de la Politique Étrangère de Sécurité Commune.

Le traité de l'Union européenne (également connu comme étant le traité de Maastricht) fut signé le 7 février 1992. Le Titre V du Traité de Maastricht (avec ses provisions sur la politique commune de sécurité) marque clairement une nouvelle ère dans le processus d'intégration européenne. Fort de ses dix-sept articles⁴, il définit les compétences et les juridictions respectives de la

³ Voir, section intitulée «Acquis de Schengen et son intégration dans l'Union» sur le site Europa de l'Union Européenne à l'adresse suivante : <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l33020.htm>. Consulté le 9 janvier, 2007.

⁴ Le Traité de Maastricht se trouve sur le site Internet de l'Union européenne à l'adresse qui suit : <http://europa.eu.int/en/record/mt/top.html>. Consulté le 9 janvier, 2007.

Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Le traité de Maastricht représente un bond significatif pour l'identité européenne puisque pour la première fois de l'histoire de l'Europe, ses États membres ont décidés d'agir d'une seule voix dans le domaine de la politique extérieure commune.

Maastricht et subséquemment Amsterdam sont des instruments clés dans la mise en place d'une politique extérieure commune cohérente et multilatérale. Le traité d'Amsterdam fut signé le 2 octobre 1997⁵ et entérine les initiatives en matière de politique extérieure commune mises en place par Maastricht. Amsterdam est à l'origine d'une réforme du processus décisionnel de l'Union européenne en introduisant un nouvel acteur institutionnel et une nouvelle mesure plus cohérente en matière de politique extérieure. Les initiatives les plus importantes en matière de politique extérieure, issues de la rencontre d'Amsterdam sont le Haut Représentant pour la PESC (article 26) et la mise en application des Tâches de Petersberg⁶ (article 17). Par ces mesures, Amsterdam approfondit la coopération interétatique tout en favorisant la création d'une identité européenne en matière de politique extérieure. En bref, si le traité de Maastricht créa les fondations institutionnelles de la politique extérieure commune, il a également facilité la création de nouveaux organismes institutionnels européennes mise en place par le traité d'Amsterdam.

⁵ L'information relative au Traité d' Amsterdam se trouve sur le site Internet de l'Union européenne à l'adresse qui suit: <http://europa.eu/scadplus/leg/en/s50000.htm>. Consulté le 9 janvier, 2007.

⁶ Les Taches de Petersberg, sont une série de mesures communes intégrés à même la PESD. Voir "The "Petersberg tasks" are an integral part of the European security and defense policy (ESDP). They were explicitly included in the Treaty on European Union (Article 17) and cover: humanitarian and rescue tasks, peace-keeping tasks; tasks of combat forces in crisis management, including peacemaking," sur le site Internet officiel l'Union européenne à l'adresse qui suit: http://europa.eu/scadplus/glossary/petersberg_tasks_en.htm. Consulté le 9 janvier, 2007.

Le traité de Nice, signée le 26 février 2001 réforme les institutions communes en vue de l'élargissement à 25 et 27 pays membres. Le traité de Nice représente une suite logique et une continuation des initiatives institutionnelles en matière Politique Étrangère et de Sécurité Commune issue des deux Traités précédents. Nice a eu un impact moindre sur la Politique Étrangère et de Sécurité Commune puisqu'il réforme principalement la structure décisionnelle du Conseil européen et la Commission européenne. Cependant, il est tout de même important de mentionner que : « *Le nouveau traité de Nice est entré en vigueur le 1^{er} février 2003 et contient de nouvelles dispositions en matière de PESC. Il élargit sensiblement le nombre des domaines relevant du vote à la majorité qualifiée et renforce le rôle du Comité politique et de sécurité dans les opérations de gestion de crises*⁷ ». Dans son ensemble, ce traité représente l'esprit d'association et d'interrelation des pays membres au moment où des changements institutionnels (dûs au processus d'intégration) devenaient inévitables. Pour ce qui est de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense, elle est le fruit de la rencontre franco-britannique de St-Malo du 3 et 4 décembre 1998. La PESD fut entérinée le 3 et 4 juin 1999 et a comme un de ses principaux objectifs de « *renforcer la PESC en se dotant d'une politique européenne commune en matière de sécurité et de défense (PESD)*⁸ ».

Maastricht fut donc le premier pas de la création d'un espace identitaire européen alors qu'Amsterdam et Nice ne servirent qu'à mieux définir cet

⁷ Cette citation provient directement du site Internet du Conseil de l'Union Européenne à l'adresse qui suit : http://www.consilium.europa.eu/cms3_fo/showPage.asp?id=248&lang=FR&mode=g. Consulté le 9 janvier, 2007.

⁸ La Politique Européenne de Sécurité et de Défense se trouve sur le site de l'Union Européenne à l'adresse qui suit : <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/tvb/r00001.htm>. Consulté le 9 janvier, 2007.

espace identitaire par la création de nouvelles initiatives et de nouveaux acteurs socialisants ayant des responsabilités accrues en matière de politique extérieure. L'établissement d'une Politique Étrangère de Sécurité Commune et de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense a permis la mise en place d'une nouvelle « vision » à long terme de la politique extérieure commune.

LA «VISION À LONG TERME» DE LA PESC À TRAVERS LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ ET «LE BUT À LONG TERME 2010»

La Stratégie Européenne de Sécurité⁹, mise en place le 12 décembre 2003, a pour but de promouvoir la paix et la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'Union. Par cette initiative, l'Union s'engage à promouvoir, encourager et financer la mise en place d'un environnement sécuritaire global. La stratégie consiste à : « (1) identifier les menaces possibles à la sécurité internationale, (2) établir des objectifs stratégiques en vertu de ces menaces et (3) d'identifier les implications possibles pour les pays membres¹⁰ ».

Avec la Stratégie Européenne de Sécurité, les pays membres de l'Union cherchent à sécuriser ou à stériliser un environnement global de plus en plus hostile. La fixation sécuritaire s'y trouvant, reflète bien une tendance

⁹ Pour un aperçu complet de La Stratégie Européenne de Sécurité veuillez consulter le site Internet du Conseil de l'Union Européenne à l'adresse qui suit :

http://www.consilium.europa.eu/cms3_fo/showPage.asp?id=266&lang=EN&mode=g. Consulté le 9 janvier, 2007.

¹⁰ Cette citation est un résumé des objectifs stratégiques I, II, et III de la Stratégie Européenne de Sécurité se trouvant sur le site Internet du Conseil de l'Union Européenne à l'adresse qui suit :

<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/0312081PSSIIFR.pdf>. Consulté le 9 janvier, 2007.

internationale tournée de plus en plus sur la sécurité humaine. L'ère post-guerre froide, et surtout post-11 septembre 2001, forcent les pays industrialisés à réévaluer les menaces susceptibles de briser la paix. C'est dans ce cadre complexe que la Stratégie Européenne de Sécurité a été initiée afin de faciliter la mise en place de procédures et de normes institutionnelles pour combattre le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et le crime organisé. La Stratégie Européenne de Sécurité repose sur une série d'objectifs à long terme contenus dans un seul document plus communément connu sous son appellation anglophone *The 2010 Headline Goal*.

Le But à Long Terme de 2010 a été endossé par le Conseil européen du 17 juin 2004¹¹. Cette initiative reflète la volonté de l'Union d'assumer sa responsabilité en matière de sécurité internationale. Le « *Headline Goal* » de 2010 représente une série de seize objectifs militaro-sécuritaires à court et à long terme qui doivent être mis en place avant la fin de 2010. Le but est de donner aux pays membres de l'Union les moyens institutionnels et les capacités militaires nécessaires pour intervenir dans les zones de conflits futurs. Des capacités militaires accrues, une plus grande coopération en matière de politique étrangère et la création de liens militaro-industriels complexes en matière de recherche et de développement militaire caractérisent la mise en place du But à Long Terme. Cette brève introduction des différents traités et de la « vision » à long terme de l'Union européenne permet de mieux saisir les circonstances historiques de la formation identitaire commune en matière de Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Ceci étant dit, certaines précisions

¹¹ Une description complète du But à Long Terme, se trouve à l'adresse: <http://www.iss-eu.org/csdp/05-gl.pdf> ou http://ue.eu.int/uedocs/cmsUpload/2010_Hheadline_Goal.pdf. Consulté le 9 janvier, 2007.

sont nécessaires afin de bien comprendre le cadre théorique régissant cette recherche.

LA FORMATION D'UNE IDENTITÉ COMMUNE EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SECURITÉ COMMUNE. BRÈVES PRECISIONS D'ORDRE ÉPISTEMOLOGIQUES ET ONTOLOGIQUES.

De par son importance déterminante pour notre objet d'analyse, nous aimerions préciser la question épistémologique. Dans le but de définir notre champ d'étude, nous allons utiliser l'article de Walter Carlsnaes (2002) intitulé « Foreign Policy » qui identifie quatre grandes approches dans l'étude de la politique extérieure. La première approche que ce dernier identifie est basée sur des perspectives structurelles. L'auteur y inclut notamment le néoréalisme défensif, l'institutionnalisme néolibéral et le réalisme pour qui l'objet d'étude tourne autour de l'État-nation. Deuxièmement, il décrit les approches bureaucratiques. Troisièmement on retrouve les approches ayant une perspective socio-institutionnelle dans laquelle il incorpore les approches discursives et constructivistes. En quatrième et dernier lieu, il décrit les approches qui reposent sur les actions des acteurs individuels. A partir de cette brève introduction et description des quatre grandes approches dans l'étude des relations internationales, il nous apparaît évident, pour des raisons qui seront expliquées plus loin dans ce texte, que l'approche la plus apte à comprendre une formation identitaire au sein de la *PESC* est l'approche constructiviste classique.

Si l'utilisation de l'approche constructivisme en Relations Internationales (*RI*) a débuté avec le « *Troisième Débat* » au milieu des années 1980, son application dans ce domaine académique a commencé avec les écrits d'Alexander Wendt (1987) et Nicholas Onuf (1989). La fin de la guerre froide et l'incapacité des théories existantes d'absorber la rapidité des changements politiques, économiques et culturels ayant accompagné la chute du bloc communiste a propulsé le constructivisme à l'avant-garde des approches théoriques dans le domaine des relations internationales. Malgré sa nouvelle notoriété en tant qu'une des plus importantes approches théoriques contemporaines en relations internationales (Weber 2005 :60), le constructivisme doit tout de même rivaliser avec les théories « *traditionnellement établies* » dans le domaine des études portant sur l'Union Européenne.

Nous faisons allusion ici aux théories traditionnelles d'intégration régionale (Choi et Caporasso 2002 : 485), c'est-à-dire les approches néofonctionnalistes, les approches intergouvernementalistes libérales et les approches réalistes. En matière d'intégration régionale, Haas (1964) est l'auteur néofonctionnaliste ayant eu le plus d'impact dans le domaine des études portant sur l'*UE* et les théories d'intégration régionale. Malgré les débats suscités par cette approche, son apport contemporain réside plutôt dans l'influence qu'elle aura su projeter sur les autres théories d'intégration. En matière de réflexion théorique, le néofonctionnalisme a été surpassé par d'autres approches comme les théories intergouvernementalistes libérales. Plus communément connue sous le terme anglophone « *liberal intergovernmentalism* », ces théories ont occupé une place importante dans les études portant sur l'Union européenne et

ce durant une bonne partie de la décennie des années 1990. La logique d'Andrew Moravcsik (1991,1995) stipulant que les pays membres de l'Union ne se font pas la guerre puisque ce sont des démocraties, continue de susciter un débat important dans les études de l'UE. Toutefois, depuis peu, l'importance accordée à cette théorie et à la théorie institutionnaliste a été supplanté par l'approche constructiviste. Plus vaste et inclusive que les théories mentionnées plus haut, cette approche prend de plus en plus d'importance dans les études européennes. L'emploi du constructivisme au sein des Relations Internationales, et plus précisément dans les études portant sur l'UE, est venu bouleverser les théories de Haas et Schimtter (1964) et celles de Moravcsik (1991,1995). Un avantage du Constructivisme conventionnel, versus d'autres théories, se trouve dans sa capacité d'absorber des variables socioculturelles telles que les religions, les sociétés et les mentalités autrement absente des théories réalistes. Au sein des approches théoriques constructivistes, les prises de décisions peuvent avoir de multiples causes à effet, contrairement aux doctrines réalistes pour qui l'accumulation matérielle (afin d'augmenter son pouvoir) est la seule explication causale.

D'un point de vue ontologique, le réalisme affirme que le système international est anarchique. Cette approche matérialiste, assume que la nature des relations internationales ne change pas (elle est fixe) puisque le système lui même est supérieur aux États qui le composent. Dans le contexte où les pratiques sociales agissent sur l'identité et motivent nos actions l'approche constructiviste elle ;

« ... nous offre une compréhension différente d'un certain nombre de thèmes en relations internationales incluant ; la

définition de l'anarchie de la balance du pouvoir, la relation entre l'identité de l'État et ses intérêts, l'élaboration du pouvoir ainsi que les prospects de changement dans les relations internationales ». (Linklater, 2000 : 1756)

Comme on vient de le constater, l'identité est une prérogative importante au sein de la théorie constructiviste. Pour les constructivistes l'identité dernière est construite à partir des normes et des coutumes sociales. Par conséquent, les décisions des acteurs étatiques finissent par refléter ce processus identitaire. Le constructivisme classique distingue l'attitude normative de ces mêmes États qui est inconsistante avec les maximes d'accumulation de pouvoir (*power maximizing*) des théories rationnelles (dans la mesure où le réalisme postule la primauté de l'État).

Cette nouvelle conception des relations internationales où l'État doit redéfinir son rôle face aux structures supranationales (Linklater, 2000 : 1756), explique en partie les raisons pour lesquelles nous avons choisi une approche théorique constructiviste versus d'autres théories plus traditionnelles comme les théories de l'intégration. L'utilisation du constructivisme s'explique également par le choix d'inclure dans cette recherche le discours officiel de l'Agence Européenne de Défense. Pour les constructivistes, le langage est un aspect fondamental de tout processus identitaire et le langage européeniste officiel de l'AED et de ses dirigeants démontre un lien de cause à effet direct avec l'hypothèse de cette recherche. Comme vous allez le constater, le troisième chapitre analyse en profondeur le langage de l'Agence Européenne de Défense. L'analyse discursive présentée dans ce chapitre démontre comment la construction identitaire de l'AED est reflétée à travers le discours officiel de

l'agence et de ses dirigeants. L'analyse du " langage" est un aspect important de l'approche constructiviste dans la mesure où la *"diffusion et l'institutionnalisation des idées se font à travers un langage écrit ou oral"* (Adler, 2002 :103). Pour reprendre les termes utilisés par Emanuel Adler; *"Constructivism's added value, therefore, consists in spelling out the role of language in social life"* (Adler, 2002: 103). Dans le contexte intégrationniste européen de cette étude, pour nous, le langage reflète l'engagement étatique de prendre les bonnes décisions afin de satisfaire la *"collectivité"*. Tout comme Emanuel Adler, nous croyons que le langage devient un outil dans un ensemble complexe de communautarisation et de cohésion collective. *"The sense of right, obligation and duty that political actors borrow from social structures depends on language that is oriented towards collective purposes"* (Adler, 2002: 103).

De plus, la constante évolution de la *PESC* depuis le début des années 1990 et la formation identitaire qui découle de la mise en place de plusieurs initiatives communes telles que la Force de Réaction Rapide, justifie également notre cadre d'analyse constructiviste au détriment des vieilles théories d'intégration. Cette brève description d'ordre épistémologie et ontologique nous paraît essentielle à la mise en contexte de notre objet d'étude et de la formation identitaire qui en découle.

OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Durant ma scolarité, j'ai eu l'occasion de réfléchir au contexte plus vaste de la politique extérieure européenne. Jusqu'à quel point est-ce que le contexte novateur de ces institutions communes a-t-il un impact sur le processus

politique au sein de l'Union européenne? La complexité, la profondeur et la constante évolution des relations interétatiques européennes en matière de politique extérieure ont la particularité d'être extrêmement difficile à cerner théoriquement. De plus, dans un univers académique toujours sous l'emprise des théories traditionnelles en relations internationales, il peut sembler difficile de faire ressortir le contexte unique de cette identité commune européenne.

En gardant à l'esprit ces difficultés l'hypothèse de cette recherche est la suivante :

Le discours de l'Agence Européenne de Défense (AED) reflète une communautarisation et une européanisation graduelle de la Politique Étrangère de Sécurité Commune (PESC) ainsi que de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD).

À travers cela nous voulons analyser l'existence et l'importance des facteurs identitaires communs influençant le comportement des États membres de l'AED. Tel qu'il sera démontré dans le premier chapitre, cette approche nous permet d'analyser l'apport de certaines normes et valeurs sur lesquelles repose la construction identitaire de l'UE en matière de PESC. A travers cela nous serons en mesure de valider en premier lieu le degré de coopération des différents acteurs étatiques et institutionnels faisant partie de la PESC. En second lieu, à partir du discours nous pouvons ensuite distinguer entre ce qui est un comportement acceptable et inacceptable aux yeux de la communauté. Conséquemment, en troisième lieu, à partir du degré de coopération et du comportement des différents acteurs, nous allons pouvoir valider la graduelle transformation identitaire communautaire à laquelle fait face la Politique

Étrangère et de Sécurité Commune. D'autre part, l'identification de normes communautaires et leurs apports sont faits à travers le discours officiel de l'Agence Européenne de Défense.

Dans cette introduction, j'ai choisi de décrire brièvement le contexte historique de la politique extérieure commune à travers les traités qui ont encadré son institutionnalisation. Maastricht, Amsterdam et Nice sont des étapes incontournables pour toute analyse portant sur la coordination de la politique extérieure des pays membres de *l'UE*. De la même façon, la description de la « Vision » à long terme de l'Union européenne démontre par quels moyens et dans quel but cette dernière (*l'UE*) entend se doter pour accomplir ses objectifs en matière de PESC. La présentation simple de ces éléments de politique étrangère est justifiée dans la mesure où ils représentent une fondation de cohésion structurelle en matière de PESC. La mise en place de ces objectifs est de permettre le développement des procédures et des institutions pouvant augmenter l'habileté et la crédibilité à long terme de l'Union. Tout au long du texte, il sera question des normes européennes, d'interrelation et de coopération étatique dans les aspects civils de la PESC. Nous estimons donc (ce point est très important pour la suite de la recherche académique) que la formation identitaire commune débute à travers une pratique d'élargissement destinée à créer une communauté intégrée et interreliée défendant les mêmes valeurs. Nous croyons que ce processus complexe de communautarisation et d'intégration débute bien avant l'accession officielle en sollicitant une plus grande cohésion et coopération au sein des États voulant devenir membres. Nous allons démontrer que cette collaboration étroite des pays membres s'est étendue au point où elle touche la Politique

Étrangère et de Sécurité Commune. D'autres auteurs ont étudié le lien possible de la construction de certaines institutions sociales et l'implantation de certaines normes et règles juridiques comme les Acquis Communautaires (Wiener 2006). Par contre, aucun auteur n'a, jusqu'à ce jour, utilisé une approche sociologique basée sur l'importance du langage et de certaines normes communes ayant pour objectif de comprendre (et de voir), de façon nouvelle l'ensemble de la politique extérieure commune. D'où l'importance de la *PESC* puisqu'elle reflète de plus en plus ce que nous considérons comme étant les valeurs fondamentales de l'Union européenne. Les initiatives décrites dans cette introduction, prouvent la graduelle mise en place d'une multitude de liens de coopération et d'interrelation complexes en matière de politique étrangère commune. Le travail de recherche qui suit tente de faire le lien (à travers le concept d'identité) entre la recherche empirique portant sur l'Union européenne et l'approche théorique constructiviste.

La recherche entreprise est à la fois une analyse du processus politique de l'Agence Européenne de Défense et un travail critique. Il est avant tout analytique puisqu'il est principalement axé sur le contexte identitaire et le discours de l'*AED*. Il se veut également critique au sens où il adresse les limites et les obstacles auxquels font face l'Agence Européenne de Défense et plus généralement la Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Dans son ensemble, cette recherche est un processus cognitif reflétant l'importance grandissante de l'Union européenne sur la scène internationale. Ce cheminement cognitif innove en utilisant une institution interétatique comme point de référence d'une formation identitaire commune en matière de *PESC*. Le travail qui suit est divisé en quatre chapitres. Dans le premier chapitre, on

retrouve une mise en perspective du cadre d'analyse constructiviste. Nous allons notamment analyser la construction de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune tout en démontrant l'importance de certaines normes et valeurs clés dans la nouvelle dimension identitaire européenne en matière de PESC. Le second chapitre consiste en une analyse du processus identitaire de l'Union européenne en matière de *PESC*, à travers l'Agence Européenne de Défense. Il est spécialement question dans ce chapitre d'expliquer le processus politique multidimensionnel où se côtoient 24 Ministres de la défense, la Commission européenne et le Haut Représentant pour la *PESC*. Le discours de l'Agence Européenne de Défense et de ces dirigeants sera analysé dans le troisième chapitre. L'emphase de ce chapitre portera sur le discours de l'*AED* comme étant le reflet d'une formation identitaire commune en matière de politique extérieure. Le quatrième chapitre examine l'émancipation de l'Union européenne comme acteur sur la scène internationale à travers la coopération de la politique étrangère. En concluant cette analyse, nous devrions donc avoir une meilleure compréhension de l'apport des normes et valeurs communes dans l'évolution de la politique extérieure européenne.

CHAPITRE I

LE CONSTRUCTIVISME DANS L'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Il est évident que l'Union européenne est une entité interétatique et qu'à travers le Conseil européen, l'État maintient sa prépondérance en matière de Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Dans ce cas, comment mesurer la communautarisation graduelle de la PESC et de la PESD? Comment analyser une entité interétatique comportant une multitude de pays? Le moyen le plus efficace est de débiter à la base, c'est-à-dire les liens qui unissent ces différents acteurs. Qu'est-ce qui unissent les pays membres de la PESC? A priori à bord, on aurait tendance à répondre que ce sont les traités constitutionnels. Toutefois ces traités reposent sur des valeurs précises et sont encadrées par des normes spécifiques. Si les valeurs et normes européennes en matière de Politique Étrangère et de Sécurité Commune représentent un aspect important de cette analyse, quel outil théorique serait le plus approprié à l'étude que nous avons entreprise? Le constructivisme, plus que toute autre approche théorique à la capacité de faire ressortir l'apport de ces normes dans le langage officiel (discours) de l'Agence Européenne de Défense. De plus, l'évolution de la PESC à travers la mise en place de nouvelles institutions, nous porte à redéfinir le rôle de l'État au sein de la collectivité européenne. Le rôle des idées dans la redéfinition du rôle de l'État est un aspect important du cadre théorique de cette recherche. En effet, le constructivisme nous permet de voir les idées comme une partie fondamentale d'une construction identitaire et d'un changement de

comportement de la part des différents acteurs (Wiener 2006: 44). Dans un contexte où les pays membres semblent être graduellement guidés par des attentes « collectives », seule l'approche constructiviste est capable de clarifier les sources de communautarisation et d'eupéanisation de la PESC. Si à l'évidence la collectivité européenne a été durement mise à l'épreuve par la récente guerre en Irak (présence du Royaume-Uni et de l'Italie versus l'opposition de la France), les récentes initiatives communes en matière de maintien de la paix, représentent une avancée significative en matière de cohérence de la politique extérieure. La coopération renforcée et la mise en place d'institutions ayant des réels pouvoirs dans le domaine de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune représente une formation identitaire unique. Pour certains, le constructivisme existe pour étudier des aspects ignorés (par les autres théories) du processus d'intégration :

« According to some social constructivist scholars (Christiansen et al. 1999), the purpose of the constructivist research program is to study relatively neglected areas of the integration process, polity formation through rules and norms, the transformation of identities, and the role of ideas and the uses of language ». (Kauppi, 2004: 3).

L'utilisation du constructivisme classique en tant qu'approche à la discipline des Relations Internationales est relativement récente. Malgré les affinités entre le postmodernisme et le constructivisme classique, notre analyse de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune se concentre uniquement sur le constructivisme classique tel que décrit par Linklater (2000) et Hobson (2000). Le terme constructivisme classique fait référence ici à la distinction

avec le « postmodernisme ». Pour d'autres, comme Alex Macleod (2004b), le terme constructivisme classique est remplacé par « constructivisme dominant ». En effet pour ce dernier, il existe « deux grands courants constructivistes » le « constructivisme dominant » et le « constructivisme critique ». Dans le cadre intégrationniste de notre recherche, le courant « constructiviste dominant » représente l'approche théorique la plus apte à comprendre l'apport des valeurs communautaires. Cette précision épistémologique est nécessaire dans la mesure où on retrouve :

« ...plusieurs variantes du constructivisme en Relations internationales qui se distribuent de part et d'autre de l'échelle positiviste/postpositiviste. Selon J.G. Ruggie, le « constructivisme moderniste » d'Alexander Wendt, qui prétend créer un pont entre les institutionnalistes et certaines propositions réflexives s'apparente au plus conventionnel « constructiviste néoclassique » de Kratochwill, Onuf, Adler et Katzenstein. Parmi les perspectives relativistes, il regroupe le « constructivisme poststructuraliste » d'Ashley, Campbell Der Derian et Walker qui partagent leur intérêt pour les pratiques discursives avec certaines approches féministes (Ruggie 1998). » (Masson, 2004a :32).

L'émergence du constructivisme en tant qu'approche théorique remonte au début des années 1990. Les bouleversements politiques survenus à la fin de la guerre froide ont favorisé une redéfinition de l'espace théorique et une remise en question de la prépondérance des théories traditionnelles. A la même période, on a assisté à une relance du processus d'élargissement en faveur d'une

plus grande intégration entre les États européens. La redéfinition de l'espace théorique et la relance du processus d'élargissement représentent le contexte idéal propice à la construction d'une identité commune en matière de politique extérieure européenne. Nous croyons fortement que ces deux événements sont interreliés et qu'ensemble ils jouent un rôle important dans le processus identitaire de l'Union Européenne en matière de Politique Étrangère de Sécurité Commune.

Le travail qui suit ne représente pas en soi une analyse approfondie du constructivisme classique ou de débats entourant la validité épistémologique de cette approche. Nous prenons pour acquis que cette approche repose désormais sur une base épistémologique solide pour permettre une étude portant sur l'apport des valeurs communes dans un système politique interétatique. Il existe une quantité phénoménale d'articles, de livres et d'auteurs portant sur le constructivisme. Une multitude d'auteurs ont écrits sur le sujet, parmi les plus importants notons : Finnemore (1996), Onuf (1989) et Wendt (1987,1999). D'autres auteurs ont également écrit sur le constructivisme dans les relations internationales dont : Adler (1997), Checkel (1997) et Carlsnaes (1992). L'utilisation par ces auteurs de l'approche théorique constructiviste solidifie sa base théorique et nous permet de concentrer nos efforts sur l'analyse du discours de l'Agence Européenne de Défense dans la perspective ou il reflète une européanisation de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Cela étant dit, nous allons brièvement démontrer dans ce chapitre, comment la situation géopolitique de la fin de la guerre froide a favorisé à la fois l'émergence de l'approche constructiviste et une plus grande intégration européenne en matière de *PESC*.

1.1. Fin de la guerre froide et apparition du débat théorique entre les théories traditionnelles (le rationalisme) et l'approche constructiviste.

Le succès obtenu par l'approche constructiviste témoigne du désir des milieux académiques de mieux comprendre la rapide évolution des relations internationales. Le constructivisme est couramment dominé par deux débats importants : en premier lieu on trouve le débat entre les constructivistes et les rationalistes.

«Two trends mark the discussion of constructivism and international relations at the turn of the century. First, the debate between constructivists and rationalist has supplanted the age-old debate between realists and liberals. Instead of its marginal position in the early 1990s constructivism now occupies a central place in the discipline (Katzenstein, Keohane and Krasner 1998). Second, rather than the "celebration of difference" declared by postpositivists a decade ago (Lapid 1989; Ashley and Walker 1990b; George and Campbell 1990), there are efforts to define constructivism, not only to distinguish it clearly from rationalism, but from other postpositivist approaches as well». (Fierke et Jorgensen. 2001 : 3)

Les auteurs de cette citation affirment même que le constructivisme occupe désormais une place importante au sein des Relations Internationales¹²

¹² Plusieurs auteurs affirment que l'approche constructiviste est devenue la principale opposition aux théories réalistes. À ce sujet voir: Henning Boekle, Volker et Wagner. (1999), "During the last decade, constructivism has evolved as the main challenger to rationalist theories of international relations and foreign policy", page 3.

dans la mesure où le débat contemporain remplace celui opposant les théories réalistes et les théories libérales (voir par exemple Fierke et Jorgensen, 2001). Le second débat porte sur la définition même du constructivisme face aux approches postpositivistes et positivistes. En effet, à mesure que l'approche constructiviste gagne en légitimité et en adeptes, ses détracteurs ont tendance à attaquer ses fondations épistémologiques qu'ils considèrent vagues et difficilement vérifiables. Malgré ces critiques, le constructivisme a le potentiel d'aller au-delà de l'État et de rompre avec la présomption de la prépondérance étatique dans les relations internationales.

L'apport du constructivisme au sein des études portant sur l'UE.

Antje Wiener (2006) affirme que le lien entre l'approche constructiviste et le processus d'intégration européen se trouve dans la construction des institutions sociales communautaires à travers l'implémentation des normes et des principes légaux régissant les Acquis Communautaires. « *The conceptual starting point for constructivist and sociological institutional approaches to European integration is the assumption of a link between the social construction of institutions and the successful implementation of rules, norms and legal principles* » (Wiener 2006: 54). L'implantation et la mise en place de ces institutions dépendent de l'interaction sociale entre les différents pays membres. Sans aucune interaction sociale, normes et valeurs n'existent pas. « *The substance of these institutions is thus culturally and historically contingent and depends on social interaction. Without that interaction, rules*

and norms do not exist» (Wiener 2006: 54). L'interaction sociale joue donc un rôle prépondérant dans la diffusion des normes communautaires. Nous allons même démontrer plus loin dans ce texte comment l'interaction sociale agit à travers des filtres d'eupéanisation ayant pour conséquence d'approfondir davantage processus identitaire.

Dans un contexte interétatique (ayant une dimension européenne), il est particulièrement intéressant de s'attarder sur les contestations constructivistes envers les préjugés réalistes pour qui l'État domine les « forces sociales » (Hobson, 2000 : 2), et les acteurs non-étatiques. Si l'État n'est plus le seul acteur dans le processus politique de l'AED puisque ce dernier doit prendre en considération l'opinion de la Commission européenne par exemple, comment continuer de croire en une théorie qui louange la primauté étatique (théorie réaliste)? Comme on le constatera plus loin, la multiplication des intervenants au sein du processus politique de l'AED démolit les suppositions réalistes qui assument la grande indépendance des États face aux acteurs non-étatiques et aux processus sociaux.

Selon Hobson (Hobson, 2000), l'approche constructiviste définit les États comme étant contraints par des normes et des structures sociales (Hobson, 2000 : 158) tout en nous permettant de révéler les processus normatifs qui définissent les intérêts nationaux. Contrairement à d'autres théories, le constructivisme met l'emphasis sur l'identité et le tissu social qui, selon cette approche cognitive, est la base de toute activité étatique. L'identité qui est construite à partir des normes et des coutumes sociales est une prérogative

importante au sein de la théorie constructiviste puisqu'elle influence ultimement le processus décisionnel de l'État.

C'est à partir de cette prérogative identitaire qu'on est en mesure de faire le lien avec les normes de la Politique Étrangère de Sécurité Commune. Des normes et des valeurs qui finissent par déterminer les intérêts tout en encadrant les attitudes des acteurs étatiques dans un système composé de coopération et d'obligation. Le concept identitaire se construit à partir de son tissu social et agit graduellement sur l'identité en motivant les actions étatiques. Dans l'approche constructiviste l'emphase est mise sur les règles sociales qui définissent l'identité d'un État. Si les normes sont des entités autonomes qui peuvent fondamentalement changer les intérêts des acteurs, la logique des conséquences rationnelle, prônée par les approches cartésiennes, est donc remplacée par la logique des choses qui sont appropriées et interreliées.

1.2. Relance du processus d'élargissement et émergence d'une littérature constructiviste.

Depuis le tout début du processus d'intégration européenne et ce jusqu'à la relance du processus d'élargissement des années 1980 et 1990, la littérature théorique était dominée par les approches rationalistes (l'État étant le principal acteur), néo fonctionnalistes et inter-gouvernementalistes. Dans le contexte où le processus d'élargissement est en constante progression depuis la fin des années 1980, l'importance de ces théories tend à diminuer face aux approches sociales plus générales et plus inclusives. Les pays membres de l'Union ont poursuivi des politiques intégrationnistes économiques et politiques qui

semblent à première vue aller à l'encontre des intérêts individuels, alors que la réalité est tout autre. En effet, la plupart des analyses institutionnelles portant sur l'UE ont tendance à sous-estimer les facteurs socialisateurs et l'effet transformatif de l'intégration européenne (Cini et Bourne, 2006 : 35). Le traité de Maastricht est l'exemple parfait d'une initiative représentant un bond significatif pour l'identité européenne. Pour la première fois de l'histoire de l'Europe ; « ...tout pays qui respecte les principes de liberté, de démocratie, de droits humains et l'État de droit peut joindre l'Union¹³ ».

Si Maastricht institutionnalise les notions d'intégration et d'appartenance commune, la mise en place de la PESC et éventuellement celle de l'AED démontre une volonté d'application (par la presque totalité des pays membres de l'Union) de valeurs communautaires. Par conséquent, il semble évident qu'une formation identitaire débute à travers ce processus d'élargissement destiné à créer une communauté et une identité défendant les mêmes valeurs. Le processus complexe de communautarisation et d'intégration débute aussi bien avant l'accession officielle. L'adoption des acquis communautaires en tant que préalable à l'adhésion, facilite la formation graduelle d'une identité européenne commune au sein des États et ce avant même qu'ils deviennent membres.

La mise en place de la Politique Étrangère de Sécurité Commune s'est faite grâce à des circonstances politiques favorables (la guerre en ex.-Yougoslavie) au point même où elle touche la Politique Étrangère et de Sécurité

¹³ Cette citation se trouve sur le site de l'Union Européenne à l'adresse Internet suivante : http://europa.eu/pol/enlarg/overview_en.htm. Consulté le 9 septembre, 2006.

Commune. C'est au sein de l'aspect civil de la *PESC* que l'on observe la plus grande influence des normes et valeurs fondamentales que les pays membres de l'Union absorbent à même le processus d'intégration. C'est dans ce contexte qu'il est possible de qualifier cette nouvelle réalité identitaire commune en matière de politique extérieure.

La distinction entre les aspects civils de la *PESC* et les aspects militaires de l'*UE*, à travers l'*OTAN* par exemple, représente à la fois les progrès et les limites accomplies en matière d'intégration militaro-civile par les pays membres de l'Union européenne. Les réformes institutionnelles accomplies par la mise en place de la *PESC* de la *PESD* et de l'*AED* témoignent des progrès importants réalisés dans le domaine de l'intégration de la politique extérieure. Les pays membres ne se posent plus la question à savoir si un jour ils vont développer une politique extérieure commune. Désormais, ils se demandent jusqu'à quel point et surtout jusqu'à quel niveau politique¹⁴ devraient-ils continuer à développer la *PESC*. Avec la rapidité de la coopération interétatique, les pays membres ont fait preuve de prudence en limitant son développement à un aspect civil. Malgré le désir de certains à vouloir établir une force militaire européenne commune, la réalité est très différente. Mise à part l'instauration de l'*AED* qui par ailleurs est une institution civile, la seule initiative militaire commune réside dans l'établissement de quatorze groupes tactiques de 1,500 hommes chacun récemment annoncés¹⁵. Pour ce qui est du

¹⁴ Il est notamment question ici de l'importance d'accorder plus de pouvoir au Haut Représentant pour la *PESC* et du rôle que devrait avoir la Commission européenne et le Parlement européen en matière de Politique Extérieure Commune.

¹⁵ Pour plus de détails sur les groupes tactiques, veuillez consulter le site Internet du Centre Robert Schumann à l'adresse suivante : <http://www.robert-schuman.org/supplement/sup190an.htm>. Consulté le 9 janvier, 2007.

Comité Militaire Européen (*EUMC*) et du Personnel Militaire Européen (*EUMS*) leur importance au sein de la stratégie militaire commune se limite à la gestion de crises sous condition d'être approuvée par le Conseil. Puisque ce travail n'est pas une analyse sécuritaire de l'Union européenne, il serait donc inutile de s'attarder aux aspects militaires uniquement. De plus il est notamment plus évident d'analyser l'importance des facteurs sociaux dans la construction identitaire d'une entité civile. Sur le plan épistémologique, plusieurs auteurs se sont penchés sur la formation identitaire de l'UE.

Thomas Christiansen, Knud Erik Jorgensen et Antje Wiener (1999) avancent dans l'article « *The Social Construction of Europe* » l'hypothèse que l'approche constructiviste offre un avantage considérable sur les théories traditionnelles dans les études portant sur l'Union européenne :

« A significant amount of evidence suggests that, as a process, European integration has a transformative impact on the European state system and its constituent units. European integration itself has changed over the years and it is reasonable to assume that in the process agents' identity and subsequently their interests has equally changed. While this aspect of change can be theorized within constructivist perspectives, it will remain largely invisible in approaches that neglect processes of identity formation and/or assume interests to be given exogenously ».
(Pollack, 2000 : 15.)

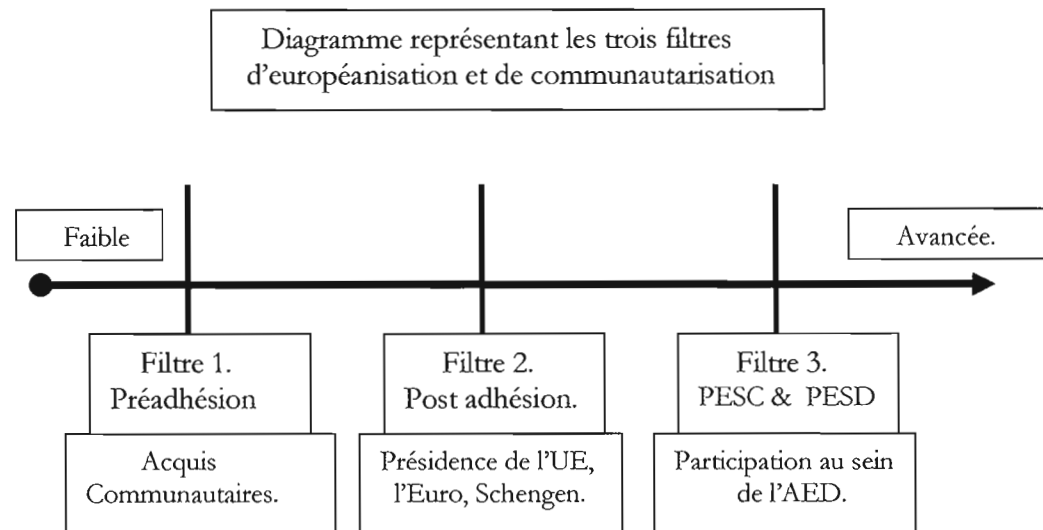
D'après ces auteurs, le processus d'intégration européenne a un impact significatif et même transformatif sur la construction d'une identité

« européenne » et sur les actions des pays membres. L'article ci-dessus met en valeur le concept de socialisation et de communautarisation graduelle de *l'UE*, à travers le processus d'élargissement. Tout comme ces auteurs, nous croyons que le processus identitaire évolue à mesure que l'intégration politico-militaire s'accroît et pour comprendre le processus politique dans son ensemble, il faut repositionner le rôle de l'État et des sociétés dans un nouvel ensemble constitutif identitaire. Contrairement aux approches réalistes, où l'État est perçu comme ayant une identité fixe, l'approche constructiviste perçoit l'identité étatique d'une manière différente. L'État n'est désormais plus le seul acteur en Relations Internationales. L'importance de ce dernier dans le système international n'est pas amoindrie mais son rôle (contrairement aux réalistes) est conditionné par des facteurs socialisants. La définition même (pour les constructivistes) de ce qui constitue un acteur ne se limite pas à l'État pur mais englobe plutôt des facteurs sociaux et institutionnels autrement absents des théories réalistes.

Pour les constructivistes, l'identité d'un acteur est constituée par des normes (formelles et informelles) et par une plus grande place des institutions dont les préférences peuvent influencer le processus identitaire. De la même façon, l'identité européenne en matière de politique extérieure commune, montre des signes de communautarisation issus d'un processus d'européanisation remontant aussi loin que l'adoption des acquis communautaires préadhésion. Tel que démontré dans l'annexe no.1 (page 91), la constitution identitaire est un processus complexe ayant plusieurs étapes. En premier lieu, nous avons l'adoption des acquis communautaires comme condition avant même l'accession officielle à l'Union européenne. En second

lieu, nous avons la socialisation graduelle ayant lieu au sein des institutions communes. Il est notamment question ici du cadre interétatique qui régit les actions entre États membres. En troisième lieu, on retrouve le processus de négociation et de coopération au sein des institutions existantes comme la *PESC* et *l'AED*. Ces dernières institutions encadrent davantage les actions étatiques dans certains aspects de la *PESC* puisqu'elles sont basées sur des principes et des standards précis et préétablis. D'après nous, ces trois étapes agissent comme des filtres d'européanisation, voir annexe no.1 (page 91). A travers chaque filtre, le processus politique, en matière de *PESC* se communautarise graduellement pour finalement aboutir au système complexe de coopération et d'interrelation existant. Wiener (2006) affirme que l'implantation des normes juridiques (les Acquis Communautaires) a un lien de cause à effet direct sur interaction sociale. Comme vous pouvez le constater dans la figure no.1, pour nous les Acquis Communautaires ne représentent que la première des trois phases d'européanisation.

Figure no.1.



Chaque phase représente une adhésion ou une participation volontaire à une initiative communautaire au sein de l'UE. Tout pays membre doit se plier aux Acquis Communautaires, ce qui implique un bagage juridique (communautaire) considérable à absorber avant ou pendant le processus d'adhésion. Ensuite, en acquiescent aux critères de Schengen et aux impératifs de l'Euro, chaque pays doit faire des sacrifices (par exemple perdre la monnaie nationale) en plus de négocier avec les autres membres de l'Union pour arriver à des consensus (présidence de l'UE). Finalement, les pays membres de l'Agence Européenne de Défense doivent respecter et agir de façon à satisfaire les attentes de la collectivité dans des domaines clés (le domaine militaro-industriel par exemple).

En perspective, à travers le constructivisme, nous sommes capables de qualifier l'apport de ces filtres dans la formation identitaire en matière de Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Il est évident que chaque pays de l'Union possède des intérêts distincts en matière de politique extérieure et cette recherche n'est pas une tentative d'aligner systématiquement la politique extérieure des vingt-sept dans un amalgame européen. La recherche tente plutôt de présenter l'importance de certaines normes européennes en matière de *PESC* tel que décrites dans le traité de Maastricht tout en expliquant leur apport sur le processus politique de l'*AED*. La légitimité de ces principes ne fait aucun doute puisqu'elles ont toutes été endossées par les membres de l'Union¹⁶.

1.3. Les normes en matière de PESC, entre compromis et impératifs étatiques.

Définition des Normes et Valeurs.

L'utilisation du terme « normes » fait ici référence à « *un principe régissant les actions des membres d'un groupe vers un comportement acceptable* »¹⁷. Plus précisément, le concept de normes, dans l'approche théorique que nous avons choisit, se rapproche des normes constitutives présentés par Dufault (2004). Ces « *... normes constitutives participent à la détermination de l'identité et de l'intérêt national, qui formeront ensuite la base des comportements des acteurs... lorsqu'elles seront institutionnalisées.* » (Dufault, 2004 : 153).

¹⁶ Même le Danemark qui ne fait pas partie de l'*AED* a décidé de n'entreprendre aucune action pouvant aller à l'encontre des objectifs de la *PESD* et de la *PESC*.

¹⁷ Dictionnaire Merriam-Webster sur Internet à l'adresse qui suit : <http://www.m-w.com/dictionary/norms>. Consulté le 9 janvier 2007.

Les normes européennes en matière de Politique Étrangère et de Sécurité Commune sont clairement spécifiées dans les différents traités européens et nous permet de comprendre le contexte identitaire dans lequel a évolué la PESC. Michael E. Smith (Smith, Michael, 2004 :118) affirme qu'il existe deux sortes de normes et que la différence entre les deux repose sur la façon dont elles sont conçues. En premier lieu, il mentionne ce qu'il qualifie de normes imposées. Selon l'auteur, elles reposent sur une forme de coercition et reflète un manque de légitimité. Le second type, il les qualifie d'autonome ou de spontanée. Ce type de norme a l'avantage d'être mise en place de façon volontaire et bénéficie dès le départ d'une légitimité immédiate. De plus, ces normes spontanées ont tendance à obtenir des résultats positifs plus rapidement. Dans ce contexte, le second type de norme pourrait aisément caractériser les différents traités établissant la politique extérieure de l'Union Européenne. Ces derniers ont été approuvés par la presque totalité des pays membres¹⁸ et puisqu'une majorité importante des pays de l'Union Européenne ont volontairement adopté ces mesures communes en matière de politique extérieure, ne pourrait-on pas considérer cela comme étant une forme de socialisation ou un élément de cohésion? À cette question Checkel répondrait que oui puisque pour ce dernier; *"ideas, norms and identities are important but not just as external constraints. For Checkel norms can become constitutive of agents, part of who they are, and deeply internalized. When this occurs, the overall interpretation changes.... to one based on enactment of values"* (Choi et Caporaso 2002 : 489). Dès lors nous comprenons que les normes régissant la PESC font partie d'un ensemble complexe de communautarisation de la politique extérieure basée sur des valeurs précises, qualifiables, identifiables.

¹⁸ Excepté le Danemark qui a volontairement refusé d'être automatiquement impliquée dans la PESC.

Ces normes européennes en matière de Politique Étrangère et de Sécurité sont décrites en détails dans le titre V, article J.1 du Traité de Maastricht sur l'Union européenne signé le 7 février 1992.

Comme on peut le constater dans la figure 2 ci-dessus (résumé du traité de Maastricht), les normes européennes en matière de Politique Étrangère et de Sécurité Commune sont définies à travers deux grands axes (points 2 & 3 de la figure 2) de coopération : *(2) les États membres appuient activement et sans réserve la politique extérieure et de sécurité de l'Union dans un esprit de*

Figure no.2.

Résumé du titre V article J.1 du Traité de Maastricht

1. L'Union définit et met en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité, dont les objectifs sont:
 - la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux, de l'indépendance et de l'intégrité de l'Union, conformément aux principes de la charte des Nations unies
 - le renforcement de la sécurité de l'Union sous toutes ses formes
 - le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'acte final d'Helsinki et aux objectifs de la charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures
 - la promotion de la coopération internationale
 - le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales
2. Les États membres appuient activement et sans réserve la politique extérieure et de sécurité de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle
 - Les États membres œuvrent de concert au renforcement et au développement de leur solidarité politique mutuelle. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales
 - Le Conseil veille au respect de ces principes
3. L'Union poursuit les objectifs énoncés à l'article 11
 - en définissant les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune
 - en décidant des stratégies communes
 - en adoptant des actions communes
 - en adoptant des positions communes
 - et en renforçant la coopération systématique entre les États membres pour la conduite de leur politique

*loyauté et de solidarité mutuelle et (3) en renforçant la coopération systématique entre les États membres pour la conduite de leur politique*¹⁹. Ces principes énoncés définissent ce qu'est un comportement acceptable en matière de Politique Étrangère et de Sécurité Commune. À travers ces deux axes de coopération, notre recherche consiste à démontrer comment ces normes influencent le processus politique de l'AED. Les normes ont pour objectifs de défendre les valeurs de l'Union européenne qui sont définies comme étant :

*« La sauvegarde des valeurs communes et des intérêts fondamentaux de l'Union, le renforcement de la sécurité de l'Union, le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, la promotion de la coopération internationale, le renforcement de la démocratie et de l'État de droit y compris les droits de l'homme*²⁰. »

« La sauvegarde des valeurs communes et des intérêts fondamentaux de l'Union » sont des termes clés. Les pays membres admettent qu'ils partagent des valeurs communes de liberté, d'égalité et de paix. Si à première vue, ces termes peuvent paraître vagues, il ne faut pas oublier qu'en acceptant d'endosser les principes fondateurs de la PESC et de l'AED, les pays membres acceptent de promouvoir les « *intérêts fondamentaux* » et les « *valeurs communes* », même si théoriquement cela peut aller à l'encontre de leurs intérêts individuels. Le cas échéant, ces pays devront coopérer et négocier à même les structures de la

¹⁹ Cette citation et la figure no.2 provient du site de l'Union Européenne à l'adresse Internet suivante :

http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/12002M/htm/C_2002325FR.000501.html#anArt11. Consulté le 9 janvier, 2007

²⁰ Cette citation se trouve sur le site de l'Union Européenne à l'adresse Internet suivante : <http://europa.eu.int/scadplus/leg/fr/lvb/r00001.htm>. Consulté le 9 janvier, 2007.

PESC pour faire valoir leurs intérêts étatiques. Ainsi, non seulement ils s'engagent à adopter un comportement compatible avec les attentes de la collectivité mais ils s'engagent également à travailler au sein même de la structure non-étatique.

L'importance des institutions non-étatique dans la diffusion des normes de droits humains n'a rien de nouveau. Risse, Ropp, et Sikkink (1999) et Wiener (2004) sont des auteurs ayant analysé l'importance et la diffusion des normes au sein d'institutions comme *l'UE*. *«On the other hand, norms, such as human rights norms, may also be assigned regulative and constitutive influence.»* (Cini et Bourne, 2006:39). Le terme « constitutive influence » est clé dans notre analyse de la *PESC*. En d'autres termes, les énoncés définis à la page 32 ont une influence constructive sur l'identité communautaire. Cini et Bourne, (2006) ne sont pas les seules à avancer cette hypothèse, Adler affirme que :

« Constructivism considers intersubjective knowledge and ideas to have constitutive effects on social reality and its evolution. When drawn upon by individuals, the rules, norms and cause-effects understandings that make material objects meaningful because the source of people's reasons, interests and intentional acts; when institutionalized, they become the source of international practices ». (Adler, 2002:102).

La portée de ces valeurs ne doit pas être négligée, surtout dans un contexte international extrêmement volatile. Les attaques du 11 Septembre 2001 et la récente guerre en Irak, ont servi de stimulants en matière de politique extérieure. L'Agence Européenne de Défense (*AED*), la Stratégie Européenne de Sécurité (*ESS*) et le « *Headline Goal* » sont toutes des initiatives récentes qui partagent ces mêmes valeurs et qui sont basées sur des normes semblables. Ces initiatives illustrent le sérieux engagement des 27 à promouvoir ce qu'ils considèrent comme leurs normes et valeurs communautaires.

La mise en place de multiples institutions interétatiques qui doivent appliquer ces normes pourrait être qualifiée historiquement de variable. Variable dans un contexte où la volonté politique avait tendance à se heurter aux traditions, aux impératifs individuels et aux scepticismes étatiques. Tout a changé avec la guerre en ex -Yougoslavie²¹. Dès lors l'incapacité de l'Union européenne de faire consensus politique et de contenir le conflit bosniaque, a servi de motivation à une plus grande coopération au sein des pays membres. La division politique interne issue du conflit yougoslave a notamment permis la mise en place de la *PESC*.

²¹ Voir Delcourt, 2003, page 13. « Lorsqu'on analyse les raisons officielles invoquées ...d'une politique européenne de sécurité et de défense... C'est notamment grâce au regard de l'insuffisante « performativité » d'une diplomatie européenne essentiellement déclaratoire ou encore, mais de manière moins explicite, en raison des échecs des politiques de sanction et d'une diplomatie « civile » que se justifient les différentes initiatives prises dans ce domaine ».

Le concept identitaire.

La discussion que nous avons entreprise nous porte maintenant à nous questionner sur la légitimité de normes en tant que facteurs constitutifs d'une nouvelle dimension identitaire. L'Union européenne est souvent associée à une puissance économique. Une affirmation légitime puisque sa construction s'est fait à prime abord en tant qu'association économique. Toutefois, la réalité contemporaine de l'UE, à travers son intégration politique et sociale, dépasse de loin la sphère économique. Par conséquent, on ne peut plus qualifier l'Union européenne d'entité économique. La socialisation des acteurs et la formation identitaire à laquelle ils font face depuis le premier stade du processus d'adhésion, a transformé l'UE en un acteur plus homogène. Une cohérence qui a désormais atteint la Politique Étrangère et de Sécurité Commune.

«L'idée selon laquelle l'Union européenne devrait s'exprimer d'une seule voix sur la scène mondiale est aussi vieille que le processus d'intégration européenne lui-même. Pourtant, au fil des années, l'Union a accompli davantage de progrès dans la création d'un marché et d'une monnaie unique que dans la conception d'une politique étrangère et de sécurité commune. Les mutations géopolitiques qui ont suivi l'effondrement du communisme et les crises régionales qui ont touché notamment les Balkans ont toutefois conduit les membres de l'Union européenne à redoubler leurs efforts pour s'exprimer et agir de concert²². »

²² Texte d'introduction se trouvant sur le site de la politique étrangère européenne : http://europa.eu/pol/cfsp/index_fr.htm. Consulté le 9 janvier, 2007.

Le traité de Maastricht et subséquemment le traité de Nice ont explicitement posé ce problème de cohésion au sein de l'union. Des initiatives importantes ont été mises en place afin de forger une forte identité européenne en matière de politique extérieure commune. La Politique Étrangère et de Sécurité Commune, la Politique Européenne de Sécurité et de Défense et subséquemment l'Agence Européenne de Défense sont des institutions issues directement de la volonté de coopération des pays membres. Ces initiatives tirent leur légitimité des négociations interétatiques et du processus d'adhésion volontaire de ses membres. La mise en place de ces trois institutions a plusieurs significations. Premièrement, ces institutions ont été créées afin de représenter et défendre les valeurs européennes telles que présentées dans plusieurs documents officiels²³. Deuxièmement, le processus d'adhésion volontaire signifie que les États se sont engagés volontairement à agir de concert. Ce type d'engagement volontaire démontre un désir de cohérence en matière de politique extérieure commune. Toutes ces institutions interétatiques se rapportent à des valeurs pré-établies et acceptées par tous les membres ce qui en retour rend davantage légitime l'ensemble des structures de la politique extérieure commune.

La structure.

Le modèle théorique présenté dans cette recherche, met en valeur la structure intégrationniste de l'UE. Le terme structure ici désigne le processus d'eupéanisation que doit absorber un pays du début du processus

²³ On fait notamment référence ici au Traité de Maastricht, au Livre Blanc « *White Paper* » et à l'action du Conseil européen du 12 juillet 2004 établissant l'Agence Européenne de Défense.

d'intégration jusqu'à l'accession officielle. Dans ce contexte, on doit notamment considérer l'effet transformateur des « acquis communautaires » et de l'adhésion aux principes européens en matière de *PESC*. Il est notamment question ici des : « *...conditions structurelles créés par des environnement et des mécanismes culturellement favorables ayant des impacts constitutifs et même régulateurs sur le comportement* ». (Cini et Bourne, 2006 : 38)

L'apport des acteurs au sein même de la structure est essentiel quand on prend en considération la complexité de l'environnement interétatique européen. En élargissant leur éventail d'actions communes et en intégrant graduellement leur politique extérieure sous une même institution, ces pays n'ont-ils pas changé leurs comportements? Au sein de l'Union européenne, les mécanismes communautaires mis en place à la suite du conflit yougoslave ne peuvent-ils pas avoir des impacts constitutifs et même régulateur sur les acteurs prenant part au processus politique?

Les lignes directrices européennes en matière de *PESC* peuvent justement nous éclairer sur le comportement social adopté à même le processus politique de l'Agence Européenne de Défense. Tout comme Katzenstein (1996) et Finnemore et Sikkink (1998) notre approche théorique est donc orientée sur le comportement des acteurs prenant part à la *PESC*. Il est notamment question ici de ce que l'ensemble collectif s'attend comme comportement. « *It is assumed that social norms guide behaviour, with social norms defined as 'collective expectations for the proper behaviour of actor with a given identity'*. » (Cini et Bourne, 2006 : 38)

L'attitude des acteurs se définit par la structure dans laquelle ils évoluent. Leur comportement est le résultat d'une formation identitaire collective se devant d'agir en conformité avec l'ensemble de la collectivité. Les principes régissant la mise en forme d'une politique étrangère et de sécurité guident donc le comportement individuel et agissent comme agent socialisateur d'une identité nouvelle en matière de PESC.

Au cours de ce chapitre, nous avons donc avancé l'idée que l'identité européenne repose sur une structure basée sur des valeurs communes. Les différents traités et initiatives communautaires survenus à la fin de la guerre froide ont propulsé les pays européens vers une plus grande concertation interétatique. Pareillement, on a assisté à la mise en place de plusieurs institutions qui repoussent encore plus les limites de la coopération et de l'interrelation communautaire. Ces agences introduisent de nouveaux acteurs traditionnellement laissés en dehors de tout mécanisme décisionnel de la politique extérieure et de défense commune. C'est dans ce contexte précis que le constructivisme est en mesure d'expliquer le processus politique à travers ses tissus sociaux. L'identité passe par une influence énorme de la part des facteurs sociaux.

La complexité des débats théoriques contemporains autour de la science politique et des relations internationales semble dépasser le cadre conceptuel des approches théoriques traditionnelles. Un avantage immense que possède le concept constructiviste sur certaines théories ou approches théoriques telle que l'approche néoréaliste, est la capacité d'expliquer et de prédire le changement. Les intérêts étatiques peuvent changer avec le temps puisque les valeurs de la

société évoluent. Les facteurs sociaux sont donc l'origine du changement qui définit l'identité étatique et éventuellement le processus politique. Le système international actuel est imprévisible mais pas nécessairement violent ou instable. En général, les théories réalistes et néoréalistes ont une conception de l'État comme étant le principal moteur d'un système international anarchique où ce dernier cherche toujours à maximiser son pouvoir à travers la prépondérance matérielle et militaire. Par contre, les approches constructivistes et postmodernismes permettent de faire un lien entre les fondations sociales d'une société et ses stratégies politiques. Malgré les affinités entre le postmodernisme et le constructivisme classique, notre analyse de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune se concentre uniquement sur le constructivisme classique tel que décrit par Linklater (2000). De plus, nous avons également démontré l'importance des normes présentes dans le traité de l'Union européenne (traité de Maastricht). Ces valeurs occupent un rôle important dans la formation identitaire des institutions commune en matière de *PESC*.

Dans ce chapitre nous avons présenté l'approche théorique qui encadre notre recherche. A travers ce cadre théorique nous avons défini le concept identitaire de l'Union européenne qui se trouve entre compromis supranational et pouvoir étatique. Nous avons également démontré comment certaines normes et valeurs communes peuvent avoir une influence constitutive sur la formation identitaire. De plus, ce chapitre démontre également qu'en institutionnalisant certains principes normatifs, on approfondi leurs capacités (les normes) d'influencer la construction d'une identité commune. Puisque l'institutionnalisation des normes a un effet direct sur l'identité même de la

Politique Étrangère et de Sécurité Commune voyons voir jusqu'à quel point le degré de coopération des différents acteurs étatiques au sein de l'Agence Européenne de Défense, reflète-t-il une européanisation et une communautarisation graduelle?

CHAPITRE II

L'AGENCE EUROPÉENNE DE DÉFENSE ET LA FORMATION D'UNE NOUVELLE IDENTITÉ EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE R&D

Face à une réalité internationale instable, le multilatéralisme européen a subi les contrecoups de plusieurs conflits internationaux. Le plus notoire d'entre tous étant la récente invasion de l'Irak. Les divisions internes et les conséquences de la deuxième guerre du Golfe ont profondément ébranlé la PESC. Malgré ces divisions, un vent nouveau de collaboration souffle depuis peu sur la Politique Étrangère de Sécurité Commune et la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (Flournoy et Smith, 2005 : 11). La réalité internationale instable et la complexité des relations interétatiques en matière de Recherche et Développement (R&D) militaro-civile a permis la mise en place de l'Agence Européenne de Défense. L'AED représente un nouvel élan de l'émancipation européenne dans le domaine militaro-industriel. Sa mise en place servira à coordonner de façon efficace des investissements futurs nécessaires aux réalisations des objectifs communs en matière de R&D. « *The European Security Strategy endorsed by the European Council identifies the establishment of a Defense Agency as an important element towards the development of more flexible and efficient European military resources*²⁴. »

²⁴ Cette citation provient directement du communiqué officiel de l'Agence Européenne de Défense datant du 12 juillet, 2004 et intitulé « *COUNCIL JOINT ACTION 2004/551/CFSP of 12 July 2004 on the establishment of the European Defence Agency* ». Consulté le 9 septembre, 2006.

L'envergure des efforts et les montants substantiels nécessaires à la réalisation des objectifs à long terme fait prendre conscience aux pays européens de la nécessité de mettre en place une entité interétatique unique. L'Agence Européenne de Défense a la capacité politique et la légitimité légale pour bien accomplir ses tâches. De plus son processus politique reflète une volonté de coopération et d'interrelation unique. À travers cette agence, l'UE a atteint de nouveaux sommets d'intégration, de coopération et de représentation interétatique. Ceci étant voyons tout d'abord la mise en place de l'AED puisque son développement est encore méconnu pour certains.

L'Agence Européenne de Défense et le Conseil de Thessalonique.

Comme la plupart des agences et des institutions faisant partie de l'Union européenne, l'Agence Européenne de Défense est une initiative émanant du Conseil européen. C'est à la rencontre de Thessalonique du 19 et 20 juin 2003 qu'a été prise la décision de mettre en place une « *Agence dans le domaine du développement des capacités de défense* ». L'établissement officiel date de juin/juillet 2004²⁵ au moment où elle a obtenu sa base légale par l'action du CAGRE²⁶. Officiellement connue sous le titre *COUNCIL JOINT ACTION 2004/551/CFSP of 12 July 2004 on the establishment of the European Defense*

²⁵ Citation provient directement du document officiel House of Lords. 2005. *European Union – Ninth Report. European Union Committee*. Chap. 2.2.

²⁶ Le Conseil des Affaires Générales et des Relations Extérieures est composé des Ministres des Affaires extérieures de chaque pays membres. Pour plus d'information sur le CAGRE veuillez consulter le site Internet officiel de l'Union Européenne à l'adresse qui suit : http://ec.europa.eu/comm/external_relations/gac/index.htm. Consulté le 9 septembre, 2006.

*Agency*²⁷, l'*AED* a été endossé sous l'article V du traité de l'Union Européenne. « *The establishment of the Agency should contribute to the implementation of the Common Foreign and Security Policy (CFSP), in particular the European Security and Defense Policy (ESDP)*²⁸. »

Immédiatement après sa mise en place, les vingt-quatre membres ont nommé Nick Witney comme directeur de l'*AED*. Un choix logique puisque ce dernier est l'ancien directeur général de la politique de sécurité internationale du ministère britannique de la Défense. Le rôle de ce dernier se limite à des responsabilités bureaucratiques et un leadership politique puisque le véritable pouvoir réside dans les mains des 24 ministres de la Défense et du Haut représentant pour la *PESC*. Il est à noter que durant le Conseil de Thessalonique, l'*AED* faisait au début partie d'un ensemble de réformes et d'idées nouvelles présentes au même moment que le projet du traité constitutionnel de M. Valéry Giscard d'Estaing²⁹. Aussi surprenant que cela puisse paraître et contrairement au traité constitutionnel qui a connu énormément de difficultés, la mise sur pied de l'Agence Européenne de Défense s'est fait sans aucun obstacle. On pourrait même affirmer que l'*AED* est l'initiative du Conseil de Thessalonique ayant eu le plus de succès. L'action du Conseil datant du 12 juillet 2004, entérine donc l'initiative présentée au

²⁷ Communiqué officiel de l'Agence Européenne de Défense intitulé « *COUNCIL JOINT ACTION 2004/551/CFSP of 12 July 2004 on the establishment of the European Defence Agency*, Consulté le 9 septembre, 2006.

²⁸ Ibid., point 5.

²⁹ Un résumé complet du Conseil de Thessalonique se trouve dans les conclusions de la présidence du 19 et 20 juin, 2003. Pour plus d'information veuillez consulter le site suivant : http://www.europarl.europa.eu/summits/pdf/the_fr.pdf. Consulté le 9 janvier, 2007.

Conseil de Thessalonique. Fort de ses six chapitres et comportant trente-quatre articles, le traité établissant l'AED, précise sa mission, ses fonctions politiques et les provisions légales la régissant.

Cela étant dit, l'Agence Européenne de Défense est un pas important dans le processus de coopération et d'amélioration des capacités de défense des membres faisant partie de l'Union. Cette agence a pour but :

« ..(1) de faciliter le développement des capacités de défense interétatiques, (2) de promouvoir une plus grande coopération au niveau des armements, (3) d'aider dans l'établissement d'un complexe militaro-industriel plus compétitif, (4) et de mieux encadrer la recherche et la technologie au niveau de l'union³⁰. »

Comme on vient de le constater, le développement des capacités de défense interétatiques est donc le principal objectif de cette nouvelle institution. Pour accomplir de façon adéquate ses objectifs, l'AED bénéficie du rôle pivot de l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'ARmement (OCCAR).

2.1 La structure de l'AED et le rôle pivot de l'OCCAR dans sa mise en place. Structure de l'A.E.D.

La structure de l'agence se compose de dix directorats³¹: le Directorate du Président du Comité d'Orientation occupé par Javier Solana, le Directorate de l'exécutif et du sous-exécutif, le Directorate de Développement et de Capacité

³⁰ Discours de Javier Solana datant du 30 juillet, 2004, page 3.

³¹ Pour plus de détails, veuillez consulter le site de l'Agence Européenne de Défense à l'adresse suivante: <http://www.eda.europa.eu/edaOrgChart.htm>. Consulté le 9 janvier, 2007.

dirigé par le Major Général belge Pierre-Hougardy, le Directorate de Recherche et Développement sous la direction du Français Bertrand de Cordouc, le Directorate des Armements sous la direction du Brigadier-Général italien Carlo Magrassi, le Directorate de l'Industrie de la Défense et du Marché Militaire sous la direction du suédois Ulf Hammastron, le Directorate du Service Corporatif sous la direction du Français Jacques Bayet, le Directorate des Médias et des Communications sous la direction de Malgorzata Alterman et finalement le Directorate de la Politique de Planification des Unités. L'ensemble de ces directorats compose l'ossature structurelle de l'Agence Européenne de Défense. Comme toute initiative européenne, cette agence bénéficie d'une structure décisionnelle complexe dans lequel interagissent une multitude d'acteurs (voir annexe 2, page 92).

Cette agence introduit de nouvelles règles structurelles en matière d'acquisition de matériel de défense pour les pays participants. L'Agence Européenne de Défense a pour objectif quatre grands axes d'investissements spécifiques : « (1) *Commandement, Contrôle et Communication*, (2) *Véhicules de reconnaissances (drones)*, (3) *Véhicules d'armement lourds* et (4) *le Marché de l'Équipement de Défense Européen*³². »

La mise en place de l'Agence Européenne de Défense commence déjà à porter des dividendes dans plusieurs de ces domaines clés dans la mesure où sous son leadership, on a récemment annoncé de nouvelles initiatives :

³² Cette citation provient directement de la page 5 de la Communication officielle provenant du Comité d'Orientation de l'Agence Européenne de Défense, le 22 novembre, 2004.

« '...le 25 Mai 2005, Les Ministres de la Défense des pays membres appellent à une plus grande coopération sur le développement et la recherche dans les véhicules de transport de troupes blindes, et le 13 Octobre 2005 ils annoncent que Les Ministres de la Défense de dix pays membres annoncent une initiative de l'A.E.D. afin de combler le retard européen en matière de ravitaillement en vol³³'. »

L'agence a pour but de construire des mesures communes et de tisser des liens profonds tout en permettant une spécialisation interétatique dans le domaine de la *R&D*. Les initiatives issues de l'*AED* ne font pas partie du domaine de la gestion des crises mais représentent plutôt une tentative nouvelle de concentrer entre les mains d'une seule autorité les efforts dispersés des États européens en matière de politique d'armement et de *R&D* de matériel militaro-civil. La coopération interétatique en la matière n'a rien d'extraordinaire puisqu'il existe un antécédent de coopération multilatérale au sein de l'*OCCAR*.

L'OCCAR.

L'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement (*OCCAR*) « a été établi le 12 novembre 1996 par les ministres de la défense de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni. Son but est d'établir une meilleure collaboration interétatique dans la gestion de futurs programmes

³³ Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense datant du 13 octobre, 2005 et du 23 mai 2005.

de d'armement³⁴ ». L'OCCAR joue un rôle primordial dans l'établissement de l'Agence Européenne de Défense. Depuis sa mise en œuvre, l'OCCAR a développé une structure et une organisation qui lui a permis la mise en place de programmes tels que l'avion de transport *A400M*, les programmes franco-allemands d'hélicoptère de combat *TIGRE*, le programme germano-britannique de véhicule blindé *BOXEUR*, le programme franco germano-britannique de radar de contrebatterie *COBRA*, le système de missiles sol-air courte portée *ROLAND* et bien plus encore. L'Agence Européenne de Défense ne va pas remplacer l'OCCAR, mais va plutôt établir des relations de travail étroites avec l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement. L'existence de cette dernière n'est donc pas remise en cause mais son rôle est redéfini puisqu'elle devra se subordonner aux principes et aux pratiques de l'AED. Cette dernière pourra recourir à l'OCCAR, à la demande des États membres, pour la gestion de certains programmes spécifiques.

Un autre pas important a été franchi avec l'approbation du comité de direction de l'Agence Européenne de Défense du transfert graduel des responsabilités en matière de R&D de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) ainsi que du Groupe Armement de l'Europe occidentale (GAEO)³⁵. Mise à part, le transfert des connaissances de l'OCCAR vers l'Agence Européenne de Défense permet à cette dernière de continuer à évoluer sur une base solide. Ce transfert va permettre une meilleure fluidité ainsi qu'une meilleure coordination

³⁴ Veuillez consulter le site Internet officiel de l'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement (OCCAR) à l'adresse qui suit <http://www.occar-ea.org/view.php?id=50>. Consulté le 9 janvier, 2007.

³⁵ Communication officielle de l'AED datant du 22 avril, 2005.

des politiques communes en matière de recherche et de technologie militaires. Les institutions existantes deviennent donc des partenaires clés dans l'établissement de l'*AED*. Cette situation lui permet de rapidement asseoir son autorité au sein des autres institutions communes.

2.2. Le rôle innovateur du Comité d'Orientation et le nouveau concept identitaire qui en découle.

Le processus politique pour la nouvelle Agence Européenne de Défense est très complexe. Tel que montré dans l'annexe 2 (page 92), le Conseil des Ministres est l'organe en charge d'orienter le développement général de l'agence³⁶. Le Haut Représentant de la Politique Étrangère de Sécurité Commune détient également une partie du pouvoir politique puisqu'il préside le Comité d'Orientation. Ce dernier est en charge de l'agenda politique de l'agence et délègue l'administration de cette dernière à deux sous administrateurs : Nick Witney (directeur) et Hilmar Linnenkamp (sous-directeur). Le Comité d'Orientation est le second organe en importance dans la hiérarchie de l'*AED* (surpassée uniquement par le Conseil européen).

«The Steering Board shall meet at the level of the Ministers of Defense of the participating Member States or their representatives. The Steering Board shall in principle hold at least two meeting each year at the level of the Ministers of Defense³⁷».

³⁶ House of Lords. 2005. Chap. 2.2.

³⁷ Communication officielle du Conseil datant du 12 July 2004.

Plus connu sous son nom anglophone (*The Steering Board*) il est composé des 24 ministres de la défense (excluant le Danemark). Les membres de ce comité se rencontrent deux fois par an et dirigent les volets budgétaires, administratifs et décisionnels de l'ensemble de l'agence qui compte 77 membres. Mis à part les ministres de la défense qui se rencontrent de façon biannuelle, des rencontres régulières ont lieu entre les membres de l'agence, les représentants nationaux et des représentants de la Commission européenne. Ces réunions ont pour objectif de faciliter les communications et de tisser des liens étroits entre les différents interlocuteurs.

Comme on vient de le constater, *l'AED* est subordonnée à l'autorité de quatre acteurs de taille : le Conseil européen et les ministres de la défense. Le rôle du Haut Représentant de la *PESC* et de celui de la Commission se limite à une présence politique non moins importante. Dans l'ensemble du processus politique de *l'AED*, la prépondérance du Conseil européen est sans équivoque, mais la présidence du Haut Représentant pour la *PESC* et la présence permanente de la Commission européenne apporte une dimension nouvelle au processus politique. Le nouveau concept identitaire de la *PESC* que nous proposons dans ce travail découle directement du rôle novateur qu'occupent la Commission européenne et le Haut Représentant au sein du Comité d'Orientation.

«A Steering Board composed of one representative of each participating Member State, authorized to commit its government and a representative of the Commission shall be the decision-making body of the Agency. The Steering Board

shall act within the framework of the guidelines issued by the Council³⁸ ».

A première vue, ces réunions des ministres de la défense peuvent ressembler à une multitude d'autres comités existant au sein de l'Union. Cependant, un examen approfondi, révèle des liens d'interaction, d'interrelation et de coopération inégalée dans l'Union européenne et ce surtout en matière de sécurité et de défense.

2.3 La Commission Européenne et le Haut Représentant, pour la défense des normes et des valeurs communautaires.

Contrairement à d'autres institutions de sécurité et de défense, la Commission est impliquée de façon directe dans le fonctionnement du Comité d'Orientation. Le rapport adopté le 17 novembre par le Conseil européen contient trois références au rôle de la Commission en relation avec l'Agence :

« (1) La Commission est pleinement associée aux travaux de l'Agence (Fonctions et tâches de base) ; un représentant de la Commission siège au Comité directeur (Organisation) ; (2) l'Agence coopère avec la Commission pour la mise en place d'un marché européen d'équipements de défense et en matière de R&T de sécurité (Fonctions et tâches de base – objectifs). (3) Si, avec l'entrée en vigueur de la Constitution, le poste de Chef de l'Agence échoit aussi au Ministre des affaires

³⁸ Communication officielle du Conseil datant du 12 juillet 2004.

étrangères de l'Union, la Commission pourra jouer un rôle plus important dans les activités de l'Agence³⁹. »

Cette étroite collaboration a des significations importantes puisque, pour la première fois, on inclut une institution commune au sein du processus politique dans le cadre de la sécurité et de la défense. La présence de la Commission se justifie de deux façons : premièrement par la volonté de faire preuve d'une plus grande transparence au sein du processus décisionnel. Deuxièmement à cause de la dualité des activités de recherche et de technologie de pointe qui peuvent contribuer à la fois aux domaines de la défense et au domaine civil.

L'apport de la Commission dans le processus du Comité d'Orientation est significatif puisque cette dernière peut soumettre des initiatives au sein de l'AED. La dualité civile et militaire de l'objectif de la PESC, justifie la présence de la Commission. Cette dernière a toujours convoité un rôle accru dans le domaine de la défense (Cameron et Gerrard, 2004 : 25). Elle a développé des liens étroits avec les industries européennes dans le but de mieux orienter les investissements militaires et ce bien avant la mise en place de l'AED. A titre d'exemple, l'élaboration du Livre Vert (Cameron et Gerrard, 2004 : 28) démontre une volonté d'implication profonde dans le cadre de la sécurité et de la défense commune. Les pouvoirs que la Commission et le Haut Représentant pour la PESC disposent dans l'engrenage de l'Agence Européenne de Défense

³⁹ Les informations relatives aux responsabilités de la Commission européenne en rapport avec l'AED se trouvent sur le site Internet suivant : http://assembly-weu.itnetwork.fr/fr/documents/sessions_ordinaires/rpt/2004/1856.html#P154_22237. Consulté le 9 janvier, 2007.

reflètent leurs poids politique. La Commission peut initier des programmes (avec l'aval du Comité d'Orientation). De plus, non seulement elle est en mesure d'initier des programmes, mais elle peut également les financer à même son budget. Cette capacité de financement et le pouvoir d'initiation de projets ayant la double vocation civile et militaire augmentent son importance et sa légitimité en tant qu'acteur de taille dans l'engrenage de l'Agence Européenne de Défense.

L'importance de la Commission en matière de politique extérieure est souvent méconnue. La nomination de Chris Patten en tant que Commissaire aux Affaires Extérieures (Dionyssis, 2004 : 121) a accru la visibilité de la Commission européenne en matière de politique étrangère. La participation de cette dernière au processus politique de l'Agence Européenne de Défense suit donc un cheminement logique. La Commission a toujours démontré une ferme détermination à vouloir plus de responsabilités en matière de politique étrangère. Le rôle stratégique qu'elle occupe au sein de l'*AED* lui permet de mettre en pratique son expertise acquise en matière de relations industrielles, civiles et militaires. De ce fait elle est également en mesure d'agir comme intermédiaire entre le Comité d'Orientation et les industries de la défense européennes. L'apport de la Commission est d'autant plus important puisqu'elle agit, d'après nous, en tant que force défendant les valeurs communautaires. La présence de la Commission et dans la moindre mesure celle du Haut Représentant pour la *PESC* ne sont-ils pas une forme de socialisation communautaire du Comité d'Orientation? La Commission a toujours été enclin à une européanisation avancée en créant une communauté européenne unie et forte. La présence de ces deux entités signifie qu'elles vont injecter et défendre

des valeurs communautaires dans un processus politique dominé par vingt-quatre représentants étatiques. C'est dans ce contexte que le rôle des acteurs cimente *l'AED* comme une institution unique ayant la capacité d'augmenter la légitimité de l'Union sur la scène internationale. Le rôle de la Commission et du Haut Représentant de la *PESC* représente un processus d'interrelation complexe qui dépasse la seule responsabilité étatique.

Le processus politique du Comité d'Orientation concrétise, d'après nous, l'idée d'une plus grande concertation en matière de défense européenne. La participation volontaire des 24 pays membres et l'implication de la Commission et du Haut Représentant pour la *PESC* élargit considérablement le champ d'interaction entre les différents intervenants et institutionnalise de façon graduelle un domaine clé. Les pays membres sont aujourd'hui plus désireux de coopérer à des projets militaires communs. Avant la mise en place de *l'AED*, la coopération militaro-civile en matière de *R&D* était faite auparavant à un niveau bilatéral à entre membres de l'*OTAN* ou à travers l'*OCCAR*. Le désir de mieux coopérer est simple. La technologie est devenue trop chère pour être développée sur une base purement nationale. La coopération bilatérale est toujours importante mais l'apparition de nouvelles institutions au sein même de *l'UE* indique clairement un penchant vers une plus grande intégration des acteurs non-étatiques. Les initiatives en matière de *R&D* ne se limitent pas à deux ou trois acteurs. Les nouveaux projets bénéficient de la participation d'une dizaine d'acteurs avec l'avantage que d'autres membres peuvent y adhérer en tout temps. *L'AED* représente beaucoup plus que la multiplication des acteurs potentiels en matière de *R&D* militaire. Elle a redéfini le processus politique des institutions européennes, en incorporant dans son Comité d'Orientation de

nouveaux intervenants qui auparavant étaient exclus de tout processus d'intégration en matière de politique extérieure et de défense. C'est précisément cette redéfinition du processus politique qui nous force à réévaluer la place de l'État comme étant le seul acteur au sein de la PESC. Dans ce chapitre nous avons validé le degré de coopération des différents acteurs étatiques et institutionnels faisant partie de la PESC. Voyons voir maintenant si à partir du discours des dirigeants de l'AED, nous pouvons distinguer un comportement (acceptable ou inacceptable aux yeux de la communauté) compatible avec la nouvelle dimension identitaire interétatique.

CHAPITRE III

LE DISCOURS DE L'AED ET UNE PLUS GRANDE INTÉGRATION DES VALEURS COMMUNAUTAIRES

Au premier chapitre, nous avons défini le concept clés de notre approche théorique c'est-à-dire les normes fondatrices de l'Union européenne en matière de politique extérieure commune telles qu'elles sont présentées dans le traité de l'Union européenne. Dans le second chapitre, nous avons analysé les valeurs fondatrices de l'*AED* tout en portant une attention particulière sur le processus politique multidimensionnel et les similitudes que l'on trouve avec les valeurs fondatrices de la *PESC*. Le chapitre qui suit analyse le discours officiel et le langage des dirigeants de l'*AED* en illustrant comment il témoigne des valeurs communautaires présentés au premier chapitre et qui sont la base même de la construction identitaire européenne. Plus précisément, nous voulons vérifier si le langage officiel de l'AED et de ses dirigeants se contente de décrire la réalité ou si ce langage fait partie d'un ensemble constitutif ayant la capacité de construire une réalité collective? Plus précisément, le discours de l'AED reflète-t-il réellement l'eupéanisation concrète du processus politique et l'évolution graduelle des normes européennes en matière de *PESD*?

Pour cette analyse, nous avons identifié une trentaine de communications officielles émanant directement de l'Agence Européenne de Défense, du Conseil Européen ainsi que le langage des hauts dirigeants de la

PESC. Ces communications récentes (du 25 juin 2004 au 7 mars 2006) représentent pour nous le discours officiel de cette agence depuis sa mise en place. Malgré ce discours complexe et technique portant sur la recherche et le développement d'armements, il englobe néanmoins des thèmes et des sous-thèmes clés, se trouvant au sein de la *PESC* et dans le traité fondateur de l'Agence Européenne de Défense. Le partage des mêmes valeurs représente plus qu'un hasard; cela démontre un processus lié directement à l'eupéanisation graduelle de la politique extérieure commune.

Une analyse du discours est nécessaire puisque lui seul nous permet de mesurer l'impact des principes énoncés communautaires en matière de *PESC*. Dans ce contexte analytique, le discours fait partie d'un processus identitaire graduel débutant avant même l'accession officielle à l'Union. Le chapitre qui suit sera à prime abord une analyse du discours de l'*AED* en tant que reflet des normes et valeurs communautaires. A travers cet environnement particulier d'interrelation et de coopération, ce discours représente une forme de construction sociale. En second lieu, nous allons analyser le « Code de conduite » et son apport dans le cadre de l'eupéanisation des règles en matière de *R&D*. En troisième lieu, nous analyserons le discours officiel dans un contexte reflétant une formation identitaire unique. Il y sera notamment question d'analyser la portée des normes et des valeurs communautaires présentes dans ce langage officiel. Finalement, nous allons répondre à la question suivante : le discours de l'*AED* représente-t-il les premiers pas d'une eupéanisation de plus en plus intégrée en matière de *PESC* ou reflète-t-il simplement les fondations d'une politique interétatique remplie d'incertitudes

qu'on ne peut pour l'instant classer sous le thème de politique extérieure commune?

3.1. Le discours de l'AED en tant que reflet des normes et valeurs communautaires.

Comme le dit Jens Steffek (2004), *«la gouvernance au-delà de l'État nation peut recevoir légitimité et support à travers de bonnes justifications»* (Steffek, 2004 : 250). Dans le cas présent, en incorporant les responsabilités de l'UEO⁴⁰ et du Groupe Armement de l'Europe occidentale (GAEO), les pays membres ont des bonnes raisons pour faciliter la mise en place rapide de l'AED. Si la légitimité de l'Agence Européenne de Défense ne fut jamais mise en doute, l'identité qu'elle désire implanter en matière de R&D au sein de l'Union est un processus plus long incorporant plusieurs variables sociologiques. En l'absence de tout mécanisme électoral direct, l'Agence Européenne de Défense s'est établie une légitimité en s'accaparant et en absorbant les responsabilités d'institutions existantes comme l'UEO. Le transfert des activités de l'Union de l'Europe Occidentale vers l'AED représente une étape importante dans la mesure où ce transfert solidifie ses champs de compétences. *« Absorbing the work of WEAG and WEAO into the EDA will give R&T collaboration a much stronger political impulse. Nick Witney⁴¹ »*. Comme toute organisation ou institution intergouvernementale, l'impulsion politique réside dans son aptitude à légitimer (Steffek, 2004 : 249) ses actions. Toutefois, dans le contexte de notre recherche, l'impulsion politique est présente à deux niveaux. Les communications officielles de l'AED représentent cette première dimension

40 Communication officielle de l'AED datant du 22 avril, 2005

⁴¹ Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense du 22 avril, 2005. Page 2.

politique. A travers ces communications, nous sommes en mesure d'analyser l'environnement particulier d'interrelation et de coopération des nombreux acteurs prenant part au Comité d'Orientation. La deuxième dimension se trouve dans le discours des dirigeants de l'AED. Il est important d'analyser la position « prescriptive » de ce discours à même la structure de *l'AED*.

Les communications officielles de l'AED.

Malgré l'aspect technique et complexe des communications officielles, il est tout de même possible d'observer la présence de certains thèmes clés. Des termes tels que coopération, collaboration et cohésion, reviennent souvent dans les communications officielles et dans les discours des dirigeants. Prenons à titre d'exemple, la communication officielle du 23 Mai 2005. On y retrouve les Ministres de la défense des 24 pays membres qui appellent à une plus grande coopération en matière de véhicules de combats blindés et une plus grande concertation et collaboration économique. Ce type d'analyse laisse entrevoir la présence de termes récurrents se trouvant dans un nombre important de communications et de discours officiels. Les termes collaboration, coopération, coordination et standardisation sont présents dans vingt communications officielles émanant de l'Agence Européenne de Défense. De plus, ces termes sont beaucoup plus fréquents dans les discours officiels prononcés par Nick Witney et Javier Solana⁴². Ces termes utilisés dans les communications

⁴² Il est question ici des discours de Nick Witney ; (1) 'EU Armaments Cooperation' Institut des Affaires Européennes à Dublin le 8 septembre 2005, (2) le discours dans le cadre du New Defence Agenda European Defence Integration, 'Bridging the Gap Between Strategy and Capabilities' le 12 Octobre 2005, (3) 'The European Defence Agency- Strategic Directions and Impact on Transatlantic Relation', le Club de Presse de Washington le 24 octobre 2005, (4) 'Role of the Different Actors Industry, National Governments, European Commission, European Defence Agency', The Economist Defence 2006, Paris le 29 novembre 2005. Javier Solana 'Research and Technology, and Imperative for European Defence', Bruxelles le 9 février 2006.

officielles émanant de l'*AED* nous permet de faire le lien avec l'esprit de coopération et coordination se trouvant dans l'article V du traité de Maastricht. En effet, cette section du traité affirme que la *PESC* doit être supportée activement par tous ses membres. « *...supported actively and unreservedly by its Member States in a spirit of loyalty and mutual solidarity*⁴³. »

Cette citation démontre bien que les pays membres de l'Union doivent faire preuve d'un esprit de collaboration au sein de la Politique Étrangère de Sécurité Commune. La « coopération »⁴⁴ systématique entre les pays membres et la « coordination »⁴⁵ des actions des pays membres dans les organisations internationales, sont des termes tirés directement du traité de Maastricht. La présence des mêmes termes dans les communications officielles de l'*AED* démontre une formation identitaire qui remonte aux valeurs communautaires ayant permis la mise en place de la Politique Étrangère de Sécurité Commune. De plus, cet esprit de coopération est également présent dans le discours officiel des dirigeants de l'*AED*.

Le langage des dirigeants de l'AED.

Le langage des dirigeants de l'*AED* démontre une volonté de collaboration à plusieurs niveaux. Premièrement, les propos de ces dirigeants vulgarisent en termes clairs et familiers un discours autrement complexe et technique. Deuxièmement, ce type de langage confirme l'hypothèse d'Adler (2002) ainsi que de Choi et Caporasso (2002) qui avancent l'apport constitutif

⁴³ Cette citation provient du site Internet suivant: <http://www.eurotreaties.com/maastrichteu.pdf> J.1

⁴⁴ Section 12 de l'article V du traité de Maastricht.

⁴⁵ Ibid., section 19.

des valeurs communautaires dans la construction de l'identité européenne en matière de PESC. Nous avons décidé d'analyser les communications officielles dans la mesure où les dirigeants de ces institutions seraient parmi les plus grands défenseurs d'une identité européenne en matière de PESC.

Par le fait même, il est intéressant d'analyser la position du langage à même la structure politique de l'AED. Nous avons identifiées précédemment, notre volonté d'analyser la position « prescriptive » de ce discours à même la structure de l'AED. Le terme « prescrire » signifie exactement : « *Ordonner ou marquer précisément ce qu'on veut qui soit fait*⁴⁶ ». Dans ce contexte nous avançons que ces propos représentent la volonté de prescrire une ligne d'action conforme à l'identité communautaire qu'ils veulent promouvoir à même ce discours européeniste. À travers les communications des dirigeants, nous devrions répondre à la question suivante : Jusqu'à quel point les discours de l'AED peuvent-ils représenter une plus grande orientation collective de l'Agence Européenne de Défense?

Dans les communications que nous avons sélectionnées, on retrouve constamment des citations provenant des dirigeants de la PESC ou de l'AED. Nick Witney affirme notamment que « *les gouvernements européens seraient en mesure de mieux dépenser leurs investissements en matière de R&D s'ils étaient faits de façon communes*⁴⁷ ». Premièrement, le Chef Exécutif de l'AED a tenu ces propos dans la mesure il voudrait courber la domination des industries

⁴⁶ Cette définition prévient directement du Grand Dictionnaire Terminologique de l'Office Québécois de la Langue Française au site Internet suivant : http://www.granddictionnaire.com/btml/fra/r_motdef/index800_1.asp. Consulté le 9 janvier, 2007.

⁴⁷ Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense du 23 mai, 2005, p. 1.

américaines sur le sol européen. Deuxièmement, ces propos font partie du discours formateur désireux de créer une entité européenne assez forte en matière de Recherche et Développement militaro-civile pour propulser l'Union à l'avant-garde des nouvelles technologies dans ce domaine. Les discours des dirigeants de l'AED articulent l'identité de l'Union en matière de politique extérieure. La fonction du discours est centrale à notre analyse puisqu'il représente la volonté des dirigeants de l'agence de positionner l'AED de façon à ce que cette dernière occupe un rôle pivot en matière de collaboration et coordination dans le domaine de la R&D militaire. Le discours de Nick Witney datant du 12 octobre 2005 renverse la conception (réaliste) pré-établie inséparable liant l'État nation et la politique extérieure commune en affirmant que ;

«Europeans should, and I believe increasingly will, begin to think of the European Defence technological and industrial base as an entity in its own right, and not just the sum of 24 parts. This will require rationalization.... and increase mutual dependence⁴⁸. »

Il existe un désir des dirigeants de l'AED de forger « une base industrielle technologiquement forte⁴⁹ » grâce à « des impératifs opérationnels à coopérer⁵⁰ » afin de « converger⁵¹ » vers l'« évolution⁵² » d'un marché

⁴⁸ Nick Witney. Discours fait dans le cadre du colloque New Defence Agenda. 12 Octobre 2005. Bruxelles.

⁴⁹ Discours de Nick Witney dans le cadre du : New Defence Agenda. Bridging the Gap between European Strategy and Capabilities. 12 octobre 2005. Bruxelles. Page 3, paragraphe 5.

⁵⁰ Discours de Nick Witney dans le cadre du : The European Defense Agency- Strategic Directions and Impact on Transatlantic Relations. Washington, le 24 octobre 2005. Page 7, paragraphe 10.

commun de *R&D* militaire européen. Tous ces termes sont tirés directement des discours officiels prononcés par le chef exécutif de Nick Witney et ils concordent parfaitement avec le désir du Haut Représentant pour la *PESC*, Javier Solana, de; « ... *spend more, spend better and spend more together*⁵³ ».

Pour les dirigeants de la *PESC* et de *l'AED* cette entité intergouvernementale, qu'est l'Agence Européenne de Défense, représente en partie la concrétisation des nombreux discours et initiatives de coopération et d'intégration de la politique extérieure commune discutés au cours des années et n'ayant jamais abouti à une politique extérieure viable. Dans le cas de notre recherche, un tel discours démontre l'importance acquise au cours des années par les normes et les valeurs communautaires. La familiarité qu'il existe entre les normes de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune, et les valeurs de l'Agence Européenne pourrait être considérée comme un hasard selon les critiques d'une telle approche théorique. Toutefois, la présence des ces mêmes thèmes dans le discours officiel de dirigeants de la *PESC* et de *l'AED* démontre clairement la présence d'un processus identitaire complexe reflétant une construction sociale basée sur des valeurs communes.

⁵¹ Discours de Nick Witney dans le cadre de : Economist Conference le 29 novembre 2006. Chapitre 13 point 4.

⁵² Discours de Nick Witney dans le cadre du : The European Defense Agency- Strategic Directions and Impact on Transatlantic Relations. Page 10, paragraphe 13.

⁵³ Javier Solana. Discours fait à l'occasion du colloque ; Research and Technology. An imperative for European Defense. Le 9 février 2006 à Bruxelles.

3.2. Le « Code de conduite » et l'eupéanisation des règles en matière de R&D.

Le « Code de conduite » est un excellent exemple de la capacité d'innovation et de persuasion de l'Agence Européenne de Défense. L'idée d'un « Code de conduite », est de doter les pays européens d'une plus grande transparence et d'une meilleure compétitivité dans le marché de la R&D militaire. Ce code est une initiative directe de l'AED, et représente une volonté de coopération interétatique impressionnante. A travers ce programme, l'Agence Européenne de Défense est à l'origine de la construction d'un nouveau marché européen pour l'achat des équipements de défense. La participation des vingt deux pays⁵⁴ à un tel programme démontre la capacité de l'AED d'éloigner les pays membres des impératifs étatiques individuels et de les faire participer à un programme européen commun.

L'introduction des concepts de transparence et de compétition tels que prescrit par le « Code de conduite », reflète pour nous un rôle important des valeurs communautaires. En effet, nous avons indiqué que la première étape de la construction sociale européenne/communautaire en matière de PESC débute avec le processus d'intégration. Ensuite nous avons démontré comment ce processus de communautarisation s'enrichit des valeurs de la PESC et de l'AED. Le contexte de la mise en place de ce code ne diffère que très peu du contexte ayant mis en place l'AED. Premièrement, les deux partagent une adhésion volontaire aux principes les régissant respectivement. Deuxièmement, le « Code de conduite » et l'Agence Européenne de Défense nécessitent une cohésion interétatique et (de la même façon réussissent à obtenir) un esprit de

⁵⁴ Les pays participants sont les 24 pays membres de la PESC excluant l'Espagne et la Hongrie.

coopération inégalé jusqu'à ce jour. Troisièmement, les deux reposent sur des thèmes partageant les mêmes valeurs. L'utilisation des termes « support mutuel, coopération mutuelle et transparence mutuelle⁵⁵ » dans le « *Code de conduite* » ne représente qu'un changement superficiel puisqu'au fond ces termes ne sont que des synonymes des mots coopération, intégration et européanisation. La mise en place du « *Code de conduite* » indique une centralisation des pir européennes en matière de *R&D* militaro-civile. De plus, l'adhésion de la presque totalité des pays membres (vingt-deux pays sur les vingt-quatre membres) de l'*AED* démontre jusqu'à quel point la *PESC* a évolué depuis sa création.

A n'en pas douter, le « *Code de Conduite* » représente une évolution du mécanisme traditionnel établi par chaque pays. Aussi, avec ce « *Code* » l'*AED* redéfinit les responsabilités étatiques. L'objectif étant de créer une coopération allant du haut vers le bas, c'est-à-dire d'établir des priorités communes pour ensuite redistribuer les dividendes à l'ensemble des pays membres.

«Historically, European defence R&D cooperation has worked by looking for common ground between approaches and priorities which are set nationally. The Steering Board agreed that, as a further dimension, such cooperation required a top-down, jointly-developed view of where Member

⁵⁵ Veuillez consulter le site Internet officiel de l'Agence Européenne de Défense pour plus de détails, à l'adresse qui suit : <http://www.cda.europa.eu/news/2006-06-30-0.htm>. Consulté le 9 janvier, 2007.

*States collectively should be going, and which technologies had to be preserved or developed in Europe*⁵⁶».

L'origine d'une telle « dimension » ne peut être expliquée que par un apport important des valeurs communautaires à travers un processus de formation identitaire. Bien que le Comité d'Orientation soit majoritairement composé de Ministres de la Défense, ce type de discours reflète de façon éloquente une formation identitaire unique qui dépasse les prérogatives étatiques individuelles. Cette identité nouvelle ne remplace pas l'État-nation dans les relations interétatiques. Au contraire, elle l'incorpore dans une nouvelle dimension identitaire de la politique extérieure.

3.3. La formation identitaire européenne en matière de politique extérieure.

Une analyse du discours de l'*AED* révèle une européanisation du processus politique en deux dimensions. Premièrement, il est clair qu'en examinant des initiatives comme le « *Code de conduite* », on assiste à une plus grande cohérence entre les États membres de l'Union européenne en matière de *R&D* militaro-civil. Nous avons illustré comment le discours de l'*AED* reflète un désir de coopération multinationale. En outre, il nous semble évident que le désir de cohérence de l'ensemble des acteurs au sein de l'*AED* démontre leur volonté d'adhérer aux principes de l'Union en matière de politique extérieure. La participation des 24 pays membres à des initiatives créant une plus grande coopération et coordination de la Recherche et le Développement en matière de véhicule léger de combat, prouve hors de tout doute ce degré de cohérence et de

⁵⁶ Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense datant du 16 décembre 2005. *EDA Picks*

collaboration reflétant des valeurs communes. Toutefois, malgré cette évolution, on doit se demander: jusqu'à quel point ce degré de coopération peut-il être qualifié d'eupéanisation de la politique extérieure européenne?

Une partie de la réponse se trouve dans la deuxième dimension du processus politique de l'*AED*. En effet, le dynamisme à la fois interne et externe relève directement du statut et de l'identité que l'Union projette dans le monde, en matière de Politique Étrangère de Sécurité Commune. On propose ici que les prises de décision en matière de politique étrangère dans l'Union sont un processus dynamique où les intérêts et les objectifs ne divergent que très légèrement en raison d'une interaction institutionnelle au niveau national, européen et à certains égards même international (si on prend en considération la place primordiale de l'*OTAN*). La mondialisation obscurcit désormais la distinction entre ce qui est «national ou étatique» et ce qui est «européen». Cette situation pourrait être également appliquée à la politique étrangère commune puisque toute implication en matière de *R&D* implique inexorablement des aspects extraterritoriaux. Plus l'Union s'agrandit, plus vaste devient son champ d'intérêt. L'eupéanisation ne se limite plus à une poignée de pays, elle s'étend désormais à l'ensemble de l'Europe. A mesure que l'Union s'étend des îles de la Méditerranée jusqu'aux frontières de l'Ukraine, ses intérêts outre-frontières s'étendent encore plus. La complexité de la situation politique internationale favorise donc le processus d'«eupéanisation».

Depuis la mise en place des «*Acquis Communautaires*», on a souvent tendance à lier le rôle international de l'*UE* à de certaines politiques

économiques sans considérer l'Union comme une force politique majeure sur la scène internationale. Tel qu'indiqué plus tôt dans ce texte, la guerre en ex-Yougoslavie a changé la perspective que l'Union avait d'elle-même. Ce conflit lui a fait prendre conscience de ses lacunes en matière de Politique Étrangère de Sécurité Commune et agit comme catalyseur de nombreuses initiatives interétatiques. Dans son ensemble, l'Union s'est forgé une réputation en tant que communauté édifée sur des valeurs de liberté et d'égalité. D'une manière plus directe, les «*Acquis Communautaires*» et les multiples initiatives économiques et politiques du processus d'intégration, permettent à l'Union de disposer d'une influence grandissante sur le comportement des États au niveau communautaire. Ainsi, plutôt que de se concentrer exclusivement sur des impératifs étatiques visant à satisfaire des intérêts individuels, notre modèle vise à démontrer le rôle des valeurs communautaires dans un processus d'eupéanisation. Dans ce contexte, la portée des normes communautaires ne doit pas outrepasser la souveraineté légale des États. Le rôle de l'État nation doit plutôt être vu comme faisant partie d'un réseau complexe d'interdépendance avec d'autres États. A cet égard, on a donc démontré comment le discours de l'*AED* et de ses dirigeants incorpore des thèmes faisant articuler une construction sociale sans nécessairement réduire l'importance de l'État en matière de Politique Étrangère de Sécurité Commune.

Avant de clore ce chapitre, il est préférable et même nécessaire d'inclure dans cette analyse les données récemment publiés par l'Agence Européenne de Défense sur les investissements des vingt-quatre pays membres en matière de *R&D*. Même si ce travail n'est pas une analyse quantitative, ces chiffres

démontrent tout de même une plus grande collaboration entre les pays membres.

Des 180 milliards (€)⁵⁷ investis annuellement par les 24 pays membres de l'AED en 2006 alors que seulement 10.8%⁵⁸ a été dépensé de façon collaborative. De ce 10.8% seulement 188 millions (8.8%) a été dépensé en matière de Recherche et Développement Cela représente une croissance de 2% comparativement à 2005.

En prenant en considération une augmentation de 5.3% des montants totaux collectifs investis dans la *R&D*⁵⁹ en matière de défense, jumelée à une augmentation de 2% des investissements entre les pays membres de l'AED, nous devons nous demander si cette croissance que nous observons n'est pas due à l'Agence Européenne de Défense. Après tout, un des objectifs de l'AED est de faire valoir les avantages d'une plus grande collaboration et coopération en matière de *R&D*. A partir de ces données il nous semble qu'il existe une corrélation entre la mise en place de l'AED qui remonte à 2004 et une plus grande collaboration des pays membres dans le domaine de la Recherche et Développement. Dans le contexte où le Comité d'Orientation est composé des

⁵⁷ Ce montant représente les dépenses combinées de l'année 2004 alors que les années précédentes, les dépenses combinées des 25 étaient de 133.67\$ milliards en 2001, de 147.94\$ milliards en 2002 et de 166.64\$ milliards en 2003. Pour plus d'informations consultez le site Internet suivant : <http://www.isa-eu.org/essfp/11-bndet.pdf>

⁵⁸ Pour plus d'information, veuillez vous consulter la communication officielle de l'AED datant du 29 Mai 2006 sur le site Internet suivant : <http://www.eda.europa.eu/facts/Defence%20R&T%20Spend.htm>

⁵⁹ Ensembles, les pays membres ont augmentés leurs budgets en matière de *R&D* militaro-civile. Pour 2005 cette augmentation représente 5.3%.

Ministres de la Défense des 24 pays membres et que ces derniers appellent à une plus grande collaboration en matière de *R&D* militaro-civil, on est en mesure de s'attendre à ce que la coopération s'intensifie. De plus, l'augmentation des investissements cadre parfaitement avec les rencontres de Hampton Court où les dirigeants ont mis en place un « agenda » ayant des objectifs stipulant un meilleur financement et une plus forte collaboration des pays membres en matière de *R&D*.

L'analyse du discours de l'*AED* à travers une lentille constructiviste peut paraître à première vue difficile. Cette crainte pourrait être justifiée dans la mesure où cette analyse se limiterait aux communications officielles très techniques émanant du Comité d'Orientation. Toutefois, en intégrant le discours des dirigeants de l'agence⁶⁰ et les communications du Conseil européen portant sur l'*AED*, on remarque que le langage a un impact important sur la formation identitaire de l'acteur que nous analysons. L'identité de l'Union Européenne a évolué au cours des dernières années puisque l'UE n'est plus uniquement associée à une puissance économique. La mise en place des différents traités a favorisé l'institutionnalisation de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Graduellement l'UE s'est dotée d'une structure politique commune basée sur des normes universelles et des valeurs précises partagées par tous les pays membres. L'objectif de ce chapitre était de démontrer l'apport significatif des normes et valeurs universelles dans l'établissement de l'Agence Européenne de Défense et ultimement du « Code de Conduite » qui régit désormais l'interaction militaro-industrielle des vingt-deux membres des l'*AED*. Le langage officiel de l'Agence Européenne de Défense et de ses

⁶⁰ On inclut ici le Haut Représentant pour la PESC Javier Solana et le Chef Exécutif de l'*AED* Nick Witney.

dirigeants démontre clairement la présence d'un langage écrit (communications officielles) et oral (discours des dirigeants) qui soutient la construction identitaire d'une Politique Étrangère et de Sécurité Commune reflétant des valeurs communautaires.

Pour répondre à la question que nous avons posée plus tôt dans ce chapitre en matière d'eupéanisation de la *PESC*, les communications officielles et le discours des dirigeants de l'*AED* semblent tous les deux refléter des notions d'eupéanisation. Les fondations théoriques de la *PESC* semblent être résolument établies alors que les pays membres ont atteint des nouveaux sommets de coopération interétatique. La mise en place du «*Code de conduite*» nous a même démontré un degré de coopération considérable dans le marché de la *R&D* militaro-civil.

CHAPITRE IV

L'UNION EUROPÉENNE COMME ACTEUR SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

L'Union européenne s'est forgé une identité économique enviable sur la scène internationale. Forte de sa prospérité financière et bénéficiant du parapluie défensif de l'OTAN, elle a su développer une diplomatie commune efficace. Si avec le temps, l'Union s'est forgé une réputation de puissance « civile », les conflits en ex. Yougoslavie, en Irak et en Afghanistan ont toutefois démontré que dans certaines circonstances, la diplomatie doit être soutenue par une force militaire crédible. « *You can do a lot with diplomacy but, of course, you can do a lot more with diplomacy backed up with firmness and force*⁶¹ ».

Le développement de la *PESC* et de la *PESD* doit permettre à l'Union de surmonter ses lacunes militaires sans nécessairement aboutir à une « armée européenne ». Sa prospérité économique lui a permis de devenir un des plus importants bailleurs de fonds international. Le prochain objectif pour les pays membres est de développer des outils interétatiques crédibles pouvant permettre à l'Union de mieux appuyer ses initiatives diplomatiques. Le développement de l'Agence Européenne de Défense n'est qu'un élément dans une Politique Étrangère et de Sécurité Commune interétatique et complexe.

⁶¹ Kofi Annan. Communication de Presse SG/SM/6598. 15 Juin 1998 dans Salmon et Shepherd, 2003, p.1.

L'AED a le potentiel de consolider la place de l'Union européenne en tant qu'acteur de premier plan dans l'industrie de la défense sur la scène internationale. Cependant, la mise en place d'un complexe militaro-industriel européen plus robuste pourrait éventuellement bouleverser le cadre géopolitique de la région en plus de complexifier davantage sa relation avec son puissant partenaire outre-atlantique (États-Unis). Il sera notamment question dans ce chapitre des obstacles auxquels fait face l'émancipation militaro-industrielle européenne. De plus, il est intéressant d'analyser les ambitions et les capacités issues de la construction identitaire en matière de politique extérieure commune. Finalement, nous verrons jusqu'à quel point les interventions humanitaires de l'Union Européenne sous l'égide la *PESD* reflètent des normes et des valeurs communautaires. Comme toute initiative impliquant plusieurs pays, l'émancipation militaro-industrielle de *l'UE* ne s'est pas fait sans obstacles.

4.1. Obstacles à la mise en place de l'A.E.D et de l'émancipation militaro-industrielle de l'U.E.

Depuis des années, il existe un esprit de compétition au sein même des institutions européennes en matière de politique extérieure. On retrouve notamment une compétition entre la Commission européenne et le Conseil européen.

«Competition between the Commission and the Council for the ultimate control of European foreign policy is here to stay, and the Amsterdam Treaty does not definitely settle the issue, although it favors the Council. Even if the Treaty represents a concerted attempt to clip the Commission's external policy

wings, the question remains: is the Commission or the Council most likely to produce something that looks like a European foreign ministry and a European diplomatic service?» (Dionyssis, 2004: 121)

Malgré le rôle limité imputé à la Commission en matière de politique extérieure avec le traité d'Amsterdam, cette dernière a toujours convoité une place importante en matière de *PESC*. La nomination de Chris Patten en tant que Commissaire des Affaires Extérieures (Dionyssis, 2004) a en effet accru temporairement la visibilité de la Commission européenne dans le domaine de la politique extérieure. Toutefois, cette nomination a été surpassée par celle de Javier Solana en tant que Haut Représentant pour la *PESC*. Ce dernier relevant directement du Conseil européen a apporté à la *PESC* une plus grande visibilité sur la scène internationale. Contrairement à Chris Patten, Javier Solana reçoit ses directives de la seule institution européenne ayant des réels pouvoirs exécutifs, en l'occurrence le Conseil européen. Dans la mesure où il existe un certain malaise historique entre la Commission et le Conseil dans ce domaine, le livre dirigé par Dionyssis (2004) décrit parfaitement les problèmes structurels auxquels a fait face la politique extérieure commune. D'un côté nous avons la Commission européenne qui représente une structure supra-étatique qui cherche à se forger une identité propre en matière de politique extérieure ; alors qu'à l'opposé nous avons le Conseil européen (en occurrence les chefs d'État) qui veut jalousement protéger ses prérogatives en matière de politique extérieure. Ces querelles, opposant deux acteurs de l'Union, démontrent pourquoi il est difficile d'établir une politique extérieure plus inclusive. Une telle situation conflictuelle n'avantage personne, mise à part les critiques.

Trevor Salmon (2005) exprime parfaitement cet esprit critique vis-à-vis l'ensemble de la Politique Étrangère de Sécurité Commune avec son article « *The European Security and Defence Policy: Build on Rocks or Sand?* » (Salmon, 2005). Ce dernier n'est pas le seul à s'interroger sur la solidité de l'ensemble de la politique extérieure commune. Jusqu'à quel point cette politique interétatique est-elle construite sur une base solide? L'auteur illustre son modèle critique avec l'exemple de la deuxième guerre du Golfe et du récent échec de la Constitution européenne. Toutefois les problèmes auxquelles fait face l'Agence Européenne de Défense n'ont rien de nouveau dans la mesure où l'aspect interétatique de la *PESC* et de la *PESD* a toujours été litigieux, autant à l'intérieur de l'Union qu'à l'extérieur de ses frontières.

A l'image des auteurs, comme Claus Beisbart (Beisbart, Bovens et Hartmann, 2005) et David R. Cameron (Cameron, 2004) qui s'interrogent sur les vertus légitimes d'un processus politique à majorité qualifiée, nous pouvons également nous interroger sur la légitimité d'une Agence Européenne de Défense qui incorpore 24 membres. De la même façon, on pourrait se demander si l'absence du Danemark au sein de la *PESC* n'affaiblit pas la légitimité de l'*AED*? A la limite, on pourrait pousser la réflexion encore plus loin en examinant la mise en place du «*Code de conduite*» introduit par l'*AED*, qui lui compte uniquement 22 pays sur les 24 membres permanents de la l'Agence Européenne de Défense. Est-elle réellement en mesure d'affirmer son autorité alors que certaines de ses initiatives les plus importantes ne sont pas endossées par tous ses membres?

Ce qui semble à prime à bord un désavantage, représente également une capacité d'adaptation à plusieurs vitesses. L'important n'est pas le nombre de participants à un programme. Ce qui importe toutefois, est qu'une majorité de pays appuient le projet et ce malgré la résistance de certains États membres. La transformation identitaire qui s'en suit ne peut donc pas être défini de façon quantitative, mais plutôt de façon qualitative. Le Danemark a décidé de rester à l'écart de la *PESC* sans toutefois y nuire. Le pays se réserve même le droit de participer sur une base de programmes individuels. De la même façon, l'Espagne et la Hongrie ont décidé de ne pas faire partie du «*Code de Conduite*» tout en se réservant le droit d'y participer dans le futur. Ce type de non-participation à des programmes communs ne représente rien de plus qu'une approche prudente basée sur des impératifs particuliers. Le parfait exemple étant l'Euro. La monnaie n'a pas été adoptée par tous les pays membres mais les pays récalcitrants se réservent tout de même le droit d'y adhérer au moment opportun. La même logique s'applique à la Politique Extérieure et de Sécurité Commune et à l'Agence Européenne de Défense pour qui les pays non-membres se sont engagés à ne pas nuire aux efforts de ces institutions. Le succès des programmes communs issus de l'*AED*, jumelé au coût très élevé de Recherche et Développement de matériel militaire et civil, pourrait aisément convaincre l'Espagne et la Hongrie de se joindre au «*Code de Conduite*».

4.2. *L'Union sur la scène internationale, entre ambitions et capacités d'une puissance civile.*

Les 25 pays membres de l'Union dépensent autour de 186 milliards\$⁶² par année en défense. Seulement 10.8%⁶³ de ce montant a été dépensé en collaboration avec d'autres membres de l'Union. Un des objectifs de l'AED est de faire valoir les avantages d'une plus grande collaboration et coopération en matière de R&D. Il serait irréaliste de croire à une collaboration approchant les 100%. Il est toutefois logique de souhaiter que, dans le contexte économique et politique actuel, il y ait un niveau de coopération beaucoup plus élevé qu'un maigre 10.8%. De tels chiffres nous font prendre conscience de l'immensité de la tâche entreprise par l'AED. Les ambitions de cette institution se heurtent à la réalité et surtout à la capacité des États à transformer leurs industries de la Défense rapidement. C'est uniquement en construisant une identité propre que l'AED sera en mesure de surmonter ces obstacles. La formation identitaire qu'elle est en train de forger à travers le «*Code de Conduite*» et d'autres impulsions politiques en matière de R&D, lui permettra d'acquérir la légitimité nécessaire à l'accomplissement de objectifs a long terme.

L'impulsion politique émanant de l'Agence Européenne de Défense n'est pas le seul facteur pouvant influencer certains pays à participer à des projets communs. Les nouveaux membres de l'Union, en occurrence les pays

⁶² Pour plus d'informations consultez : <http://www.jss-cu.org/esdp/11-Dsdef.pdf> . Consulté le 9 septembre, 2006.

⁶³ Pour plus d'information, veuillez vous consulter la communication officielle de l'AED datant du 29 Mai 2006. <http://www.eda.europa.eu/facts/Defence%20R&T%20Spend.htm>. Consulté le 9 septembre, 2006.

d'Europe de l'Est, pourront agir comme catalyseurs et initier des nouveaux programmes afin de moderniser leurs équipements militaires désuets datant de l'ère soviétique. La compatibilité des équipements serait essentielle (pour ne pas dire obligatoire) au sein d'une force multilatérale provenant de plusieurs pays européens. L'impulsion politique, l'émergence d'une structure militaro-industrielle de l'Europe et la standardisation de l'équipement sont tous des éléments qui créent un besoin de coopération interétatique. Par conséquent, les structures mises en place, dont notamment la *PESC* et l'*AED*, incitent les pays membres à nouer des liens profonds et complexes autour de ces besoins. La nécessité de coopération jumelée à une volonté d'améliorer l'ensemble de la politique extérieure commune résulte en une formation identitaire unique en matière de *R&D*.

La compétition est féroce en matière d'armement et l'Europe doit naviguer entre des poids lourds issus de la guerre froide comme les États-Unis, la Russie et maintenant la Chine. Les industries européennes doivent concurrencer sur leurs propres territoires avec le puissant complexe militaro-industriel américain. La création l'Agence Européenne de Défense va permettre aux pays européens : de créer des liens profonds en matière de défense, de mieux intégrer leurs forces armées respectives, de financer plusieurs projets d'envergure (à l'heure actuelle, les ressources économiques individuelles sont limitées ne permettent qu'un petit nombre de projets), d'être plus compétitif sur le lucratif marché global de l'armement et éventuellement de réduire leur dépendance matérielle sur les États-Unis. L'impulsion politique peut résulter en

une plus grande coopération en incitant des pays comme la Grèce et la Turquie à se joindre à des projets européens au lieu de se procurer du matériel américain⁶⁴. *L'AED* a la capacité de créer des liens étroits entre les membres de l'Union mais elle peut également briser la dépendance matérielle et militaire envers les États-Unis.

En devenant plus forte militairement, l'Union serait en mesure de mieux appuyer ses partenaires tels que *l'OTAN*. Cela lui permettrait d'agir comme agent de consolidation démocratique, et ce de façon plus résolue qu'elle ne le fait maintenant, autant sur le continent européen, qu'outre-mer. Il ne fait aucun doute que la défense du continent européen ainsi que toute projection en dehors des frontières de l'Europe, devra se faire à travers les moyens technologiques de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Une situation qui va perdurer même si l'Union développe des capacités militaires accrues. *L'OTAN* reste tout de même la principale organisation de défense tout en étant le principal outil dissuasif pour l'Union en cas de conflit majeur. La Politique Étrangère et de Sécurité Commune et la Politique Européenne de Sécurité et de Défense devront surmonter d'immenses défis. Une Europe élargie signifie 27 États ayant tous et chacun des intérêts nationaux différend et parfois même conflictuels (Grèce et Turquie par exemple). Comment gérer la défense des intérêts communs de l'Union versus la politique individuelle?

Des investissements substantiels doivent être entrepris dans les domaines de la surveillance aérienne, des avions de reconnaissance, des avions

⁶⁴ Nous voulons notamment faire allusion à l'achat d'hélicoptères de combat Apache par la Grèce au lieu de se procurer des hélicoptères européens.

awacs, les avions de transport de troupes lourds (capables de transporter des tanks et des hélicoptères), des missiles de croisières ainsi que des satellites de reconnaissance afin de se départir de la dépendance actuelle envers le matériel américain. Des investissements majeurs doivent être faits à ces endroits stratégiques dans le but de moderniser l'arsenal militaire européen. Avec de tels investissements, la notoriété européenne ne pourrait que s'accroître. En palliant à ces lacunes, l'Union pourrait avoir une notoriété régionale accrue et des aspirations globales plus légitimes. Le projet constitutionnel européen intègre les dispositions communes à la politique de sécurité et de défense commune (article I-40, article III-210, article I-40 paragraphe 7) (Gnesotto, 2004 :87). Mais comment appliquer des telles dispositions quand l'Union est aussi divisée sur les questions de sécurité commune? La réponse pourrait se trouver dans les interventions humanitaires sous l'égide de la *PESD*.

4.3. Les interventions humanitaires de l'Union Européenne sous l'égide de la (PESD), le reflet d'une construction identitaire commune.

Pour l'instant le potentiel militaire européen ne permet pas aux pays de l'Union de déployer une quantité importante de troupes et de les projeter à l'extérieur de leurs frontières sans recourir à la logistique américaine. La projection de puissance n'est qu'un élément mineur dans un ensemble de réformes que doivent entreprendre les pays européens afin de mettre en œuvre une politique commune de sécurité et de défense plus efficace. L'implication européenne au Kosovo, en Bosnie et récemment en Afghanistan démontrent une volonté d'intervention à l'extérieur des frontières de l'Union.

Depuis 2003, à travers la Politique Européenne de Sécurité et de Défense, *l'UE* a initié pas moins de 18⁶⁵ opérations militaires et civiles. Ces opérations ont été déclenchées soit à la demande du Conseil européen ou bien à la demande des belligérants. Dix-huit opérations peuvent sembler peu par rapport aux nombres de conflits internationaux ayant eu lieu depuis 2003, mais ce nombre ne représente que le début de la mise en fonction de la *PESD*. Éventuellement, avec des moyens accrus et un financement plus substantiel, l'apport international de *l'UE* en tant que force stabilisatrice ne fera qu'amplifier. De plus, une Politique Européenne et de Sécurité et de Défense mieux 'établie' sera un partenaire fiable pour *l'ONU*. Les nombreuses interventions confirment le rôle émergent d'une Union qui n'a pas peur d'agir comme organisation régionale et internationale de sécurité. Avec une implication plus grande des pays européens sur la scène internationale à travers la Politique Européenne et de Sécurité et de Défense, les perspectives européennes en tant qu'organisation régionale de sécurité ne pourront que s'accroître.

Le statut que l'Union se donne à travers ces initiatives militaro-civils sous la *PESD* témoigne d'un stade avancé de coopération entre les pays membres. L'établissement de la *PESC* et la *PESD*, démontre jusqu'à quel point les mécanismes institutionnels ont évolué. Pour la première fois, l'Europe est en mesure de faire face à un conflit international avec des moyens diplomatiques, économiques et (quoique limité pour le moment) militaires. L'identité que l'Union désire se forger sur la scène internationale avec la mise en place de la

⁶⁵ Pour un aperçu détaillé des différentes missions, veuillez consulter le site suivant :

<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/ESDPoperations.jpg>. Consulté le 9 septembre, 2006.

PESC ne réside pas dans un rôle de gendarme universel. Elle désire plutôt être reconnue pour ces valeurs communautaires ainsi que pour des normes basées sur des concepts de liberté et de droits de l'homme. Les pays membres se sont rendus à l'évidence que la sauvegarde des valeurs communes et des intérêts fondamentaux de l'Union passe avant tout par la paix et le renforcement de la sécurité internationale. Le bagage « bruxellois » qui est inclus à même le processus d'intégration a permis la construction d'une identité européenne commune. Il était donc nécessaire de mettre en place des institutions capables de canaliser les efforts nécessaires en matière de politique extérieure commune.

L'Union Européenne d'aujourd'hui est beaucoup plus complexe qu'une simple association économique. Elle a évolué en devenant une association politique, monétaire et régionale. Cette évolution se caractérise par une européanisation qui touche presque toutes les sphères des sociétés qui la composent. Malgré un processus d'élargissement qui semble parfois être irréversible, la réalité est que le degré d'intégration varie passablement selon les secteurs. Sans élaborer davantage sur les causes innombrables de ces variations, notons que les progrès en matière de politique extérieure et de défense n'ont pas été à la hauteur des réformes économiques et monétaires survenues au cours des quinze dernières années. La fin de la guerre froide a permis à l'Union Européenne de développer une expertise civile, économique et judiciaire enviable. La relative sécurité du parapluie américain à travers l'Organisation de l'Atlantique Nord a eu pour résultat un désintérêt des pays européens en matière de défense. Les crises successives survenues dans les Balkans à la fin de la guerre froide, ont mis à jour toutes ces lacunes européennes en matière de concertation interétatique et ont servi de catalyseur pour faire avancer une foule

d'initiatives communes comme la Politique Extérieure et de Sécurité Commune et la Politique Européenne de Sécurité et de Défense. Par conséquent à cause de ces crises internationales, *l'UE* a décidé d'intensifier ses interventions humanitaires sous l'égide de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense.

CONCLUSION

Tel que nous l'avons vu au premier chapitre, la fin de la guerre froide était caractérisée par l'apparition du débat théorique entre les approches traditionnelles (le rationalisme) et critiques (le constructivisme). La chute de l'empire soviétique a créé une atmosphère propice à l'émergence d'approches théoriques plus générales. Le constructivisme a introduit des concepts cognitifs et des variables sociologiques nouvelles qui permettent de comprendre comment les crises successives survenues dans les Balkans ont servi de catalyseur pour faire avancer une foule d'initiatives communes comme la *PESC*, la *PESD* et l'*AED*. Le concept d'une Agence Européenne de Défense existe depuis longtemps, alors que l'idée d'une plus grande intégration européenne en matière de défense remonte aux années 1950; mais, les circonstances propices à son élaboration sont survenues au milieu des années 1990. Dans notre analyse, nous sommes arrivés à la conclusion que la relance du processus d'élargissement de l'Union durant les années 1980 et 1990 a favorisé la formation d'un processus identitaire basé sur des valeurs communautaires. L'importance de ces valeurs est observable dans la construction de certaines institutions de l'Union Européenne.

L'émergence de l'*AED* signifie beaucoup plus que la simple mise en place d'une institution interétatique : elle représente une avancée significative du processus politique européen dans la grande sphère des relations extérieures européennes. La présence des ministres de la Défense, celle de la Commission européenne, celle du Haut Représentant pour la *PESC* et même celle de l'*OTAN* démontre bien comment le multilatéralisme garde sa prépondérance au sein des

institutions européennes. Le rôle novateur du Comité d'Orientation et les valeurs que ce dernier défend, montre de façon éloquente jusqu'à quel point les impératifs communautaires font désormais partie intégrale d'ensemble de Politique Étrangère et de Sécurité Commune. Sa mise en place représente une étape importante dans l'ensemble du processus de coopération au sein de la *PESC*. Son établissement s'est fait sur une base solide alors que son processus politique pourrait être qualifié d'innovateur quand on le compare avec les structures communes ou interétatiques existantes. Le processus décisionnel de l'Agence européenne de Défense est innovateur dans le sens où on assiste à une graduelle européanisation de l'infrastructure politico-militaire de l'Europe.

Il semble évident désormais que *l'AED* est plus qu'une institution interétatique parmi tant d'autres. Elle sert de centre de coordination avec les structures communes déjà existantes. Les liens directs qu'elle a forgés avec le Comité Militaire Européen (EUMC) et le Personnel Militaire Européen (EUMS) en plus du Conseil européen, ainsi que des différents ministères de la défense des 24 pays participants, la place au centre névralgique de toute la politique extérieure commune. Ces interlocuteurs lui procurent une légitimité enviable au sein des institutions communes. De plus, avec la multiplication des initiatives multilatérales et la mise en place de nouveaux programmes inédits tels que le « Code de conduite », *l'AED* a été en mesure de rapidement asseoir son autorité tout en se forgeant une légitimité enviable au sein de la famille institutionnelle européenne. Le succès à long terme de l'agence est conditionnel à la réussite de l'ensemble de la politique extérieure commune reposant sur l'Objectif Global (*Headline Goal*) et la Stratégie à Long Terme (*ESS*). Ces

objectifs représentent le désir de l'*UE* de mieux appuyer l'application des tâches de Petersberg.

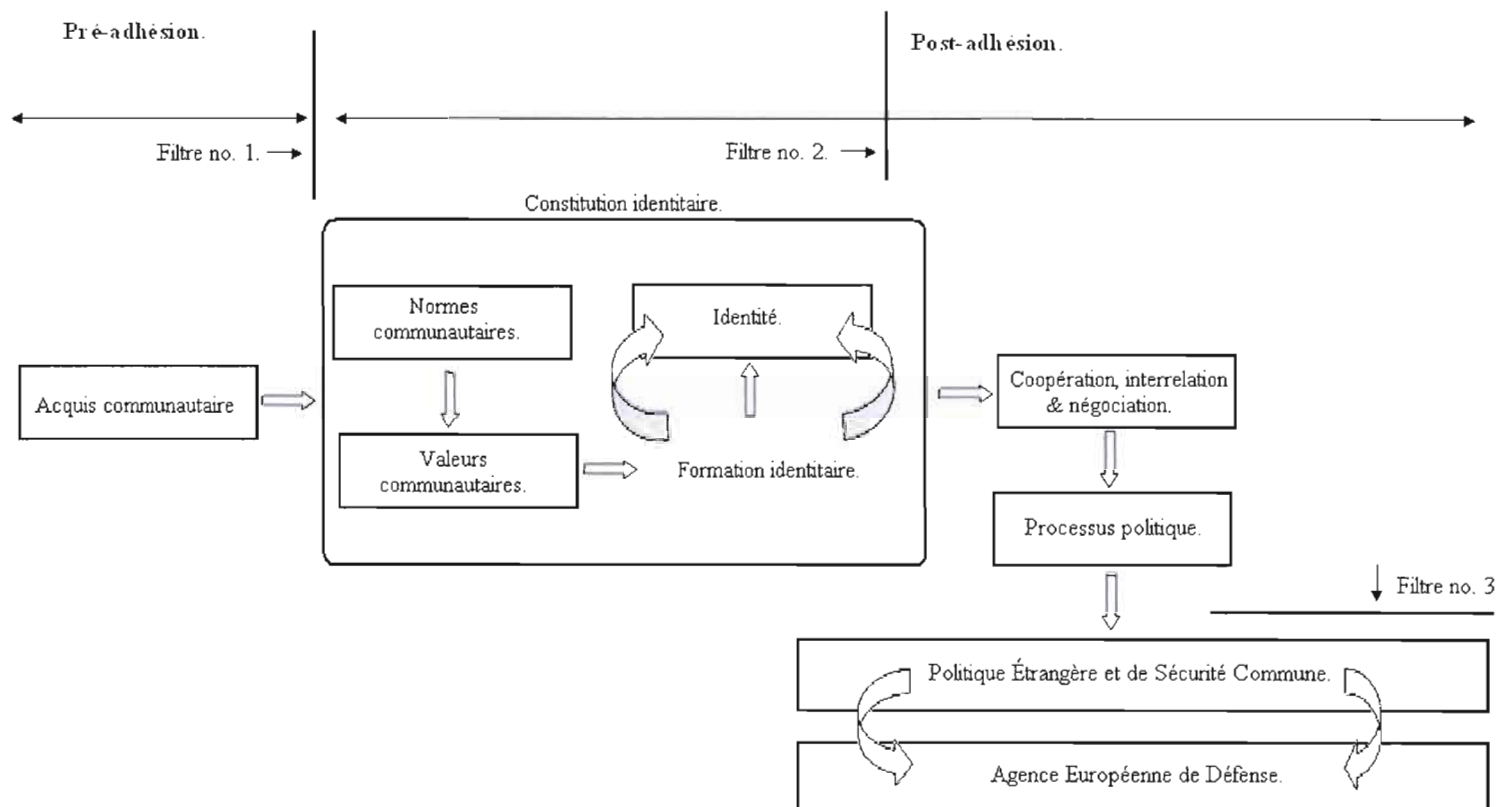
Cela étant, l'analyse du discours de l'*AED* révèle une européanisation du processus politique. Alors que le « *Code de Conduite* » représente une nouvelle dimension identitaire commune qui ne remplace pas l'État dans les relations interétatiques. Au contraire, la formation identitaire à laquelle nous faisons allusion, l'incorpore dans une nouvelle dimension identitaire basée sur les principes énoncés dans l'article V du traité de Maastricht. De plus, le discours de l'Agence Européenne de Défense et de ses dirigeants regorgent de thèmes ayant une profonde ressemblance avec les valeurs de la *PESC*. La familière ressemblance des termes comme : « *collaboration, coopération, coordination et standardisation* » avec les valeurs de la *PESC* dont notamment « *coopération internationale, renforcement de la sécurité de l'Union* » et « *les valeurs communes de l'Union* », démontrent bien l'existence de facteurs identitaires communs influençant le comportement des États membres au moment du processus politique de l'Agence Européenne de Défense. Grâce au modèle de recherche constructiviste introduit dans cette recherche, nous avons validé la construction identitaire graduelle ayant lieu au sein de la *PESC*. Tout comme Thomas Christiansen, Knud Erik Jorgensen et Antje Wiener (1999), nous croyons qu'il y a assez d'éléments prouvant une construction identitaire européenne ayant de multiples causes à effet.

La gouvernance nationale de la politique extérieure n'est pas remise en cause dans ce travail. L'apparition de la Commission au sein du processus politique de l'*AED* confirme simplement que l'État n'est plus le seul acteur

décisionnel dans certains aspects de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune. L'Agence Européenne de Défense peut à l'occasion avoir une interaction directe non seulement avec le Conseil européen mais également avec la Commission Européenne. En impliquant de tels acteurs et en élargissant l'éventail d'interaction entre ces intervenants, on institutionnalise de façon graduelle un domaine qui était auparavant réservé exclusivement aux acteurs étatiques. Le fonctionnement et le rôle de cette nouvelle agence démontrent clairement l'institutionnalisation d'un secteur qui jusqu'à ce jour avait été tenue à l'écart de tout processus d'intégration. Par conséquent, cette recherche constate l'impact graduel de certaines normes et valeurs communautaires sur l'identité même de l'Union en matière de politique extérieure. Ce processus identitaire socioculturel exerce des pressions sociales sur les acteurs, incitant ces derniers à agir dans un contexte établi. L'État n'est désormais plus perçu comme étant imperméable aux forces et structures sociales qui le composent. A travers le discours de l'AED et le « Code de Conduite », l'État est de plus en plus encadré par des forces qui défendent le bien de la communauté. Si certains se demandent « *jusqu'à quel point l'État domine la société et jusqu'à quel point la société influence l'État* » (Hobson, 2000 :3) nous posons la question suivante : jusqu'à quel point l'État pourra-t-il ralentir l'inévitable communautarisation de la PESC et de la PESD?

ANNEXE

Annexe 1.



Sources:

La figure représentant la Constitution identitaire de l'AED est une compilation de plusieurs sources dont notamment : Dionyssis G. Dimitrakopoulos. 2004. *The Changing European Commission*. New York, éd. Manchester University Press, coll. 180 pages, Christiansen Thomas et Simona Piatton. 2003. *Informal Governance in the European Union*. Cheltenham, éd. Edward Elgar, coll. 263 pages, Sedelmeier, Ulrich. 2003. "EU Enlargement, Identity and the Analysis of European Foreign Policy: Identity Formation Through Policy Practice" EUI Working Paper RSC, no. 2003/13. San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Schumann et Pollack, Mark A. 2000. "International Relations Theory and European Integration" EUI Working Paper RSC, no. 2000/55. San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Shuman.

[illegible]

Le Diagramme décisionnel de l'AED est une compilation de plusieurs sources dont notamment : House of Lords. 2004 -2005. European Union – Ninth Report. European Union Committee. Publications on the Internet, Biscop, Sven. 2002. " In search of a Strategic Concept for the ESDP " European Foreign Affairs Review, no 7. Kluwer Law International. Pages 473 - 526 et la charte organisationnelle de l'Agence Européenne de Défense à l'adresse Internet qui suit : <http://www.eda.europa.eu/edaOrgChart.htm>. Consulté le 9 janvier, 2007

BIBLIOGRAPHIE.

Livres et articles théoriques.

Adler, Emanuel. 1997. "Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics". *European Journal of International Relations*. Volume 3. Pages 319-363.

Adler, Emanuel. 2002. "Constructivism and International Relations", dans *Handbook of International Relations*. London, éd. Publications Sage, coll. Pages 95 –118.

Alesina Alberto, Ignazio Angeloni, Ludger Schknecht, 2002. "What Does the European Union Do?". *EUI Working Paper*, no. 61. San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Schumann.

Allison, Graham. 1971. *Essence of decision*. Boston, éd. Harper Collins Publishers, coll. 440 pages.

Bastow, Steve et James Martin. 2003. *Third Way Discourse. European Ideologies in the Twentieth Century*. London, éd. Edinburgh University Press, coll. 180 pages.

Baylis, John et Steve Smith. 2001. *The Globalization of World Politics. An Introduction to International Relations*. 2ème édition. Oxford, éd. Oxford University Press, coll. 690 pages.

Beisbart, Claus, Luc Bovens et Stephan Hartmann. 2005. « A utilitarian Assessment of Alternative Decision Rules in the Council of Ministers ». *European Union Politics*. Volume 6. London, éd. Publications Sage, coll. Pages 395–418.

Bellamy, Alex J. 2005. *International Society and its Critics*. Oxford, éd. Oxford University Press, coll. 323 pages.

Beyers, Jan et Bart Kerremans. 2004. « Bureaucrats, Politicians, and Societal Interests. How Is European Policy Making Politicized? ». *Comparative Political Studies*, vol. 37, no. 10. Publications Sage, coll. Pages 1119-1150.

Biscop, Sven. 2002. « In search of a Strategic Concept for the ESDP ». *European Foreign Affairs Review*, no 7. Kluwer Law International. Pages 473 – 526.

Ed..2004. « Able and Willing? Assessing the EU's Capacity for Military Action ». *European Foreign Affairs Review*. Kluwer Law International, coll. Pages 509- 526.

Bjola, Corneliu. 2005. « Legitimizing the Use of Force in International Politics: A Communicative Action Perspective». *European Journal of International Relations*, vol. 11. London, éd. Publications Sage, coll. Pages 266–303.

Bohman, James. 2005. « Constitution Making and Democratic Innovation. The European Union and Transnational Governance ». *European Journal of Political Theory*. London, éd. Publications Sage, coll. Pages 315 – 337.

Botici, Chiara. 2002. *Globalisation: Sovereignty or Anarchy Beyond Modernity?* San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Schumann.

Burchill, Scott, Richard Devetak, Andrew Linklater, Matthew Paterson, Christian Reus-Smit et Jacqui True. 2001. *Theories of International Relations. Second edition*. Houndmills, éd. Palgrave, coll. 322 pages.

Cameron, David. 2004. «The Stalemate in the Constitutional IGC over the Definition of a Qualified Majority». *European Union Politics*, volume 5. London, éd. Publications Sage, coll. Pages 373–391.

Ed. Cameron, Fraser et Gerrard Quille. 2004. « The Future of CFSP: ESDP and the State of Play ». *EPC Working Paper*, no.11.

Carlsnaes, Walter. 1992. “ The Agency Structure Problem in Foreign Policy Analysis”. *International Studies Quarterly*. Volume 36, (3). Pages 245-270.

Carlsnaes, Walter and Steve Smith. 1994. *European Foreign Policy. The EC and Changing Perspectives in Europe*. London, éd. Sage Publications, coll. 307 pages.

Carlsnaes, Walter, Thomas Risse et Beth A. Simmons. 2002. *Handbook of International Relations*. Publications Sage, coll. 688 pages.

Carlsnaes, Walter. 2002. "Foreign Policy", dans *Handbook of International Relations*. London, éd. Publications Sage, coll. Pages 331 –349.

Carlsnaes, Walter, Helen Sjurjen, Brian White. 2004. *Contemporary European Foreign Policy*. London, éd. Publications Sage, coll. 265 pages.

Carment, David et Albrecht Schnabel. 2003. *Conflict Prevention: Path to Peace or Grand Illusion?* Toronto, éd. United Nations University Press, coll. 289 pages.

Checkel, Jeffrey. 1997. "International Norms and Domestic Politics: Bridging the Rationalist-Constructivist Divide". *European Journal of International Relations*, vol. 3, (4). Pages 473-495.

Choi, Jong Young et James Caporaso. 2002. « Comparative Regional Integration » dans *Handbook of International Relations*. London, éd. Publications Sage, coll. Pages 480- 499.

Christiansen Thomas 2001. « *European and regional integration* ». *The Globalization of World Politics: an Introduction to International Relations*, 2ème edition. Oxford, éd. Oxford University Press, coll. Pages 494- 518.

Christiansen Thomas et Simona Piatton. 2003. *Informal Governance in the European Union*. Cheltenham, éd. Edward Elgar, coll. 263 pages.

Cini, Michelle et Angela K. Bourne. 2006. *Palgrave advances in European Union studies*. New York, éd. Palgrave MacMillan. 289 pages.

Clemens, Walter Jr. 2004. *Dynamics of International Relations. Conflict and Mutual Gain in an Era of Global Interdependence*, 2ème edition. Rowman & Littlefield Publications, coll. 646 pages.

Dahl, Martin et Giampiero Giacomello. 2000. « Simulating Europe. A role Play Simulation of the EU Council of Ministers ». *EUI Working Paper SPS*, no. 2000/1. San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Shuman.

Delcourt, Barbara. (2003). « Usage de la force et promotion des valeurs et normes internationales. Quel(s) fondement(s) pour la politique européenne de sécurité et de défense? ». *Études internationales*, vol. 34. Pages 1 -23.

Dionyssis G. Dimitrakopoulos. 2004. *The Changing European Commission*. New York, éd. Manchester University Press, coll. 180 pages.

Dougherty, James E et Robert L. Pfaltzgraff, jr. 2001. *Contending Theories of International Relations. A comprehensive Survey*, 5th edition. New York, éd. Longman, coll. 680 pages.

Dufault, Evelyne. 2004. *Norme dans Relations Internationales. Théories et concepts*. Outremont, éd. Athena editions, coll. Pages 150 - 154.

Eilstrup-Sangiovanni, Mette et Daniel Verdier. 2005. « European Integration as a Solution to War ». *European Journal of International Relations*, volume no. 11. European Consortium for Political Research. London, éd. University of Cambridge, coll. Pages 99–135.

Fierke, Karin M. et Knud Erik Jorgensen. 2001. *Constructing International Relations, the next generation*. International Relations in a Constructed World. London, éd. M.E. Sharpe Inc, coll. 281 pages.

Finnemore, Martha. 1996. *National Interests in International Society*. Ithaca, New York, éd. Cornell University press, coll. 176 pages.

Finnemore, Martha et Sikkink, Kathryn. 1998. “International Norm Dynamics and Political Change”. *International Organizations*, 52 (4). Pages 887-917.

Flournoy, Michele A. et Julianne Smith. 2005. *European Defence Integration. : Bridging the Gap between Strategy and Capabilities*. Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Gilbert, Mark. 2003. *Surpassing Realism. The Politics of European Integration since 1945*. New York, éd. Rowman & Littlefield, coll. 277 pages.

Goertz, Gary. 2003. *International Norms and Decision Making. A Punctuated Equilibrium Model*. New York, éd. Rowman & Littlefield, coll. 263 pages

Green, Daniel M. 2002. *Constructivism and Comparative Politics*. New York, éd. M.E. Sharpe, coll. 278 pages.

Guttman, Robert J. 2001. *Europe in The New Century. Visions of an Emerging Superpower*. London, éd. Lyne Rienner Publishers, coll. 268 pages.

Haas, Ernst B et Schimttter Philippe C. 1964. « Economics and Differential Patterns of Political Integration : Projections about Unity in Latin America ». *International Organizations*, 18 (3), 705-37.

Harrington, Austin. 2003. « Concepts of Europe in Classical Social Theory: Themes in the Work of Ernst Troeltsch and his Contemporaries and their Status for Recent Conceptions of Modernity in Europe ». *EUI Working Paper SPS*, No. 15. Centre Robert Shuman.

Hay, Colin. 2003. « Social Constructivism as (a Tool of) Critical Political Analysis ». Conférence annuelle, *The interpretive Method in Political Science*. Université de Leicester.

Hayward, Jack et Anand Menon. 2003. *Governing Europe*. Oxford, éd. Oxford University Press. 488 pages.

Henning Boekle, Volker Rittberger, Wolfgang Wagner. (1999). "Norms and Foreign Policy: Constructivist Foreign Policy Theory". *Center for International Relations/Peace and Conflict Studies, Institute for Political Science*. No. 34a.

Hobson, John M. 2000. *The State in International Relations*. Cambridge, éd. Cambridge University Press, coll. 348 Pages.

Howorth, Jolyon. 2004. « The European Draft Constitutional Treaty and the Future of the European Defence Initiative: A Question of Flexibility ».

European Foreign Affairs Review, 9. Kluwer Law International, coll. Pages 483 - 508.

Jepperson, Ronald L. 2000. « Institutional Logics: On the Constitutive Dimensions of the Modern Nation-State Politics ». *EUI Working Paper RSC*, no. 2000/36. San Domenico, éd. Centre Robert Shuman.

Jones M. Christopher. 1996. « Reassessing and Transcending Allison: A governmental politics paradigm for the 1990s and beyond ». *Colloque annuel de l'Association Internationale d'Études* à San Diego, Californie du 16 au 20 Avril.

Jung, Dietrich. 2005. « New Wars, Old Warriors and Transnational Crime. Reflections on the Transformation of War. Cooperation and Conflict ». *Journal of the Nordic International Studies Association*, vol. 40. pages 423–434.

Katzenstein, Peter J. 1976. « International Relations and Domestic Structures: Foreign Economic Policies of Advanced Industrial States ». *International Organizations*, no. 30. Pages 1-45.

Katzenstein, Peter J. 1978. *Between Power and Plenty: Foreign Economic Policies of Advanced Industrial States*. Madison, éd. University of Wisconsin Press, coll. 344 pages.

Katzenstein, Peter J. 1996. *Cultural Norms and National Security*. Itahca, éd. Cornell University Press, coll. 305 pages.

Ed. (1996) *The Culture of National Security*. New York, éd. Columbia University Press, coll. 560 pages.

Kauppi, Niilo. 2004. « Social constructivism, vs structural constructivism : Elements for comparaison ». *Papier présenté à epsNet*. Prague.

Kempny, Marian et Aldona Jawłowska. 2002. *Identity in Transformation. Postmodernity, Postcommunism and Globalization*. Praeger, coll. 221 pages.

Kirchner, Emil et James Sperling. 2002. The New Security Threats in Europe : Theory and Evidence. *European Foreign Affairs Review*, 9. Kluwer Law International, coll. Pages 423 - 452.

Kolliker, Alkuin. 2006. *Flexibility and European Unification. The Logic of Differentiated Integration*. New York, éd. Rowman & Littlefield, coll. 323 pages.

Kotlowski, Dean J, Joan Hoff, et Richard K. Vedder. 2000. *The European Union. From Jean Monnet to the Euro*. Athens, éd. Ohio University Press, coll. 223 pages.

Koutrakou, Vassiliki N. 2004. *Contemporary issues and debates in EU policy. The European Union and international relations*. Manchester, éd. Manchester University Press, coll. 283 pages.

Lake A, David et Angela O'Mahony. 2004. « The Incredible Shrinking State, Explaining Change in the Territorial size of Countries ». *Journal of Conflict Resolution*, volume 48, no. 5. Publications Sage, coll. Pages 699-722

Lindseth, Peter L. 2003. « The Maastricht Decision Ten Years Later: Parliamentary Democracy, Separation of Powers and the Schmittian Interpretation Reconsidered ». *EUI Working Paper RSC*, no. 2003/18. San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Shuman.

Linklater, Andrew. 2000, (dir) *International Relations. Critical Concepts in Political Science*. Vol. no. 4. London, éd. Routledge, coll. 1300 pages.

Macleod, Alex, Evelyne Dufault et Guillaume Dufour. 2004a (dir). *Relations Internationales. Théories et concepts*. Outremont, éd. Athena editions, coll. 300 pages.

Macleod, Alex. 2004b (dir). « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique. » *Cultures & Conflits*, n°54, p.13-51.

Marsh, David et Gerry Stoker. 1995. *Theory and Methods in Political Science*. New York, éd. St. Martin's Press, coll. 320 pages.

Masson, Isabelle. 2004. *Constructivisme dans Relations Internationales. Théories et concepts*. Outremont, éd. Athena editions, coll. Pages 31-34.

Mearsheimer, John J. 1990. « Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War ». *International Security*, vol. 15, no 4. Pages 5-56.

Mintz, Alex. 2003. *Integrating Cognitive and Rational Theories of Foreign Policy Decision Making*. New York, éd. Palgrave MacMillan, coll. 169 pages.

Mikko, Mattila et Jan-Erik Lane. 2001. « Why Unanimity in the Council ? A Roll Call Analysis of Council Voting ». *European Union Politics*, volume no. 2. Pages 31-52.

Moravcsik, Andrew. 1991. « Preference and Power in the European Community : A Liberal Intergovernmentalist Approach ». *Journal des Common Market Studies*, vol. 31. Pages 473-524.

Ed. (1995). « Liberal Intergovernmentalism and Integration: A rejoinder ». *Journal of Common Market Studies*, vol 33. Pages 611-628.

Morgenthau, Hans J. 1948. *Politics Among Nations : The struggle for Power and Peace*. New York, éd. McGraw-Hill Humanities, coll. 448 pages.

Neyer, Jurgen. 2002. « Discourse and the Order in the EU a Deliberative Approach to European Governance ». *EUI Working Paper RSC*, no. 57. San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Shuman.

Onuf, Nicholas. 1989. *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*. Columbia: University of South Carolina Press. 312 pages.

Pollack, Mark A. 2000. « *International Relations Theory and European Integration* ». *EUI Working Paper RSC*, no. 2000/55. San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Shuman.

Puchala, Donald J. 2002. *Visions of International Relations. Assessing and Academic Field*. University of South Carolina Press. 170 pages.

Richardson, Jeremy J. 1996. *European Union, Power and policy-making*. Londres, éd. Rutledge, coll. 295 pages.

Richardson Jeremy. 2005 « Cross- National Policy Convergence: Causes, Concepts and Empirical Findings ». *Journal of European Public Policy*, volume 1. College Nuffield. Pages 764.

Thomas Risse, Ropp, Stephen C et Kathryn Sikkink (1999). 'The Power of Human Rights: International Norms and Domestic Change'. Cambridge University Press. 334 pages.

Rockmore, Tom. 2005. *On Constructivist Epistemology*. New York, éd. Rowman & Littlefield, coll. 157 pages.

Salmon, Trevor. 2005. « *The European Security and Defense Policy : Built on Rocks or Sand ?* ». *European Foreign Affairs Review* 10. Kluwer Law International, coll. Pages 359 – 379.

Ed. Salmon Trevor et Shepherd Allistair J.K. 2003. *Towards A European Army. A military Power in the Making?* London, éd. Lynne Reinner Publications, coll. 239 pages.

Sedelmeier, Ulrich. 2003. « EU Enlargement, Identity and the Analysis of European Foreign Policy: Identity Formation Through Policy Practice ». *EUI Working Paper RSC*, no. 2003/13. San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Schumann.

Smith Martin A et Graham Timmins. 2001. *Uncertain Europe: Building a New European Security Order?* (Routledge Advances in International Relations and Politics), Rutledge Press. 1, 256 pages.

Smith, Michael E. 2004. *Europe's Foreign and Security Policy. The Institutionalization of Cooperation*. London, éd. Cambridge University Press, coll. 284 pages.

Smith, Hazel. 2002. *European Union Foreign Policy. What it Is and What it Does*. London, éd. Presses Pluto, coll. 281 pages.

Steffek, Jens. 2004. « The Legitimation of International Governance : A Discourse Approach ». *European Journal of International Relations*, volume 9. Sage, coll. Pages 249–275.

Ed. 2000. « The Power of Rational Discourse and the Legitimacy of International Governance ». *EU Working Paper RSC*, no. 46. San Domenico, éd. European University Institute, coll. Centre Robert Schumann.

Sterling-Folker, Jennifer. 2006. *Making Sense of International Relations Theory*. Boulder, éd. Lynne Rienner, coll. 421 pages.

Stern, Eric et Bertjan Verbeek. 1998. *Whither the Study of Governmental Politics in Foreign Policymaking? A Symposium*. Centre Mershon, Université d'Ohio, coll. Pages 206 – 238.

Tsoukalis, Loukas. 2005. *What Kind of Europe?* Oxford, éd. Oxford University Press, coll. 248 pages.

Van Tongeren Paul, Hans Van de Veen et Juliette Verhoeven. 2002. *Searching For Peace in Europe and Eurasia. An Overview of Conflict Prevention and Peacebuilding Activities*. Lynne Rienner Publications. Boulder, London, 677 pages.

Kubalkova, Vendulka. 2001. *Foreign Policy in a Constructed World*. New York, éd. M.E. Sharpe, coll. 302 pages.

Vendulka Kubalkova; Nicholas Onuf; Paul Kowert. 1998. *International Relations in a Constructed World*. M.E. Sharpe, coll. 214 pages.

Wallace, Helen, William, Wallace et Mark A. Pollack. 2005. *Policy-Making in the European Union*. 5^{ème} édition. The European Union Series. Oxford University Press. 569 pages.

Waltz, Kenneth. 1979. *Theory of International Politics*. London, éd. McGraw-Hill, coll. 250 pages.

Welch, David. 1992. « The Organizational Process and Bureaucratic Politics Paradigms: Retrospect and Prospect ». *International Security*, no. 17. Pages 112 – 146.

Wendt, Alexander. 1987. « The Agency-Structure Problem in International Relations ». *International Organizations*, 41. Pages 335-405.

Ed. Wendt, Alexander. 1999. *Social Theory of International Politics*. New York, éd. Cambridge University Press, coll. 449 pages.

Widmaier, Wesley W. 2004. « Theory as a Factor and the Theorist as an Actor: The 'Pragmatist Constructivist. Lessons of John Dewey and John Gbraith ». *International Studies Review*, volume 6, numéro 3. Pages 427 – 445.

Wiener, Antje. 2004. « Contested Compliance: Interventions on the Normative Structure of World Politics ». *European Journal of International Relations*, vol. 10. Publications Sage, coll. Pages 189–234.

Winham, Gilbert R. 1974. *Bureaucratic Politics Revisited*. Séminaire interuniversitaire en Relations Internationales. (Université McGill). Le 26 Octobre.

Weber, Cynthia. 2005. *International Relations Theory. A critical Introduction*. 2eme édition. London, éd. Routledge Publications Taylor and Francis Group, coll. 199 pages.

Zehfuss, Maja. 2002. *Constructivism in International Relations. The politics of reality*. Cambridge University Press, coll. 289 pages.

Documents officiels.

Commission Européenne. Annexe technique. 2004. *Rapport général sur les activités de l'Union Européenne*. Bruxelles, Luxembourg 2005. 440 pages.

Commission européenne. 2004. *L'Europe en mouvement*. Direction générale Presse et communication. Manuscrit terminé en juillet 2004.

European Union. 2004. *The enlarging European Union and the United Nation. Making Multilatéralism Matter*. Published by the European Union.

House of Lords. 2005. *Review of the CFSP Scrutiny*. The select committee on the European Union. June 23rd.

House of Lords. 2004 -2005. *European Union – Ninth Report. European Union Committee*. Publications on the Internet.

Institut d'Etudes et de Sécurité. 2004. *La politique de Sécurité et de Défense de l'UE, Les Cinq premières années 1999-2004*. Nicole Gnesotto.

Institute for Security Studies, European Défense. 2004. *A proposal for a 'White Paper*. Report of an Independent Task Force.

Official journal of the European Communities. Council Regulation (EC). No 381/2001 of 26th February, creating a rapid-reaction mechanism.

Solana. Javier. 2004. *EU High Representative for CFSP, announces the appointment of the Chief Executive and deputy Chief Executive of the European Defence Agency*. Brussels. S0207/04.

Communications de l'Agence Européenne de Défense.

2004.

Communication officielle provenant du COREPER. 2004. *Draft Council Decision on the financial provisions applicable to the general budget of the European Defence Agency (EDA)*. Bruxelles le 28 juin.

Conseil européen. 2004. *COUNCIL JOINT ACTION 2004/551/CFSP of 12 July 2004 on the establishment of the European Defence Agency*. Le 12 juillet, 2004.

Communication officielle provenant du secrétariat général du Haut Représentant pour la PESC. 2004. *Javier Solana, EU High Representative for the CFSP, announces the appointment of the Chief Executive and deputy Chief Executive of the European Defence Agency*. Bruxelles, le 30 juillet.

Communication officielle provenant du secrétariat général du Haut Représentant pour la PESC. 2004. *Directors of European Defence Agency appointed*. Bruxelles, le 13 octobre.

Communication officielle provenant du Comité d'Orientation de l'AED. 2004. *Second Meeting of the European Defence Agency's Steering Board*. Bruxelles, le 22 novembre.

2005.

Communication officielle provenant du secrétariat général du Haut Représentant pour la PESC. 2005. *Javier Solana, EU High Representative for the CFSP, appoints Eero Lavonen as Chair of EDA meetings of National Armaments Directors*. Bruxelles, le 18 février.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *Third Meeting of the European Defence Agency's Steering Board*. Bruxelles, le 2 mars.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *European Defence Agency Steering Board Agrees Transfer of WEAG/WEAO Activities to EDA*. Bruxelles, 22 Avril, 4 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *European Defence Agency Ministers Call For More Cooperation On New Armored Fighting Vehicles*. Bruxelles, 23 Mai, 7 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *EDA Steering Board Takes Further Step Towards Injecting Competition into Defence Procurement*. Bruxelles, 23 Septembre, 3 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *Ten EU Governments Launch New EDA Initiative to Fill Air-To-Air Refueling Gap*. Bruxelles, 13 Octobre, 3 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *EDA Steering Board Reviews Agency's Plans for 2006*. 13 octobre. 3 pages.

Nick Witney. 2005. *The European Defence Agency – Strategic Directions and Impact on Transatlantic Relations*. Press Club Washington. 24 octobre. 12 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *Questions and Answers on the Intergovernmental Regime to Encourage Competition in the European Defence Equipment Market*. 21 novembre. 3 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *The Code of Conduct on Defence Procurement of the EU Member States Participating in the European Defence Agency*. 21 novembre. 4 pages.

Nick Witney. 2005. *Role of the Different Actors: Industry, National Governments, European Commission, European Defence Agency*. Economist Conference – “. Defense 2006”. Paris. 29 novembre. 9 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *EDA Bulletin*. 1 décembre. 8 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *EDA Welcomes European Commission move on Defence Procurement Rules*. 6 décembre. 3 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *EDA Awards First Contract for Unmanned Air Vehicle Technology Study*. 12 décembre. 3 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2005. *EDA Picks Up Eu Leaders' Aim to Boost European Defence R&T Efforts*. 16 décembre. 3 pages.

2006.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2006. *UK-FRENCH Initiative on Lightweight RADAR breaks important new ground for Defence R&T, EDA says*. 24 janvier. 2 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2006. *EDA Urged to Focus on Communications and Transport Capabilities for Rapid Response*. 24 Janvier. 3 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2006. *SOLANA, VERHEUGEN, Enders Urge Boost for EU Spending and Collaboration on Defence R&T*. 9 février. 4 pages.

Discours de Javier Solana. 2006. *Research and Technology- An Imperative for European Defence*. Conférence de Bruxelles. 9 février. 3 pages.

Discours de Gunter Verheugen. Commission européenne. *Research and Technology- An Imperative for European Defence*. Conférence de Bruxelles. 9 février. 3 pages.

Discours de Tom Enders, président de EADS. *Research and Technology- An Imperative for European Defence*. Conférence de Bruxelles. 9 février. 5 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2006. *Opening statement for HR SOLANA at EDA Steering Board Conference*. Bruxelles, le 7 mars.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2006. *Report by the Head of the European Defence Agency to the Council*. 15 mai. 4 pages.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2006. *Approving the Code of Best Practice in the Supply Chain*. 15 mai.

Communication officielle de l'Agence Européenne de Défense. 2006. *EDA Bulletin*. 2 juillet 2006. 12 pages.

Sites et références provenant de sources Internet.

Traités européens.

<http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l33020.htm>

Les Acquis de Schengen et son intégration dans l'Union sur le site Internet officiel de l'Union européenne.

<http://europa.eu.int/en/record/mt/top.html>

Les provisions du Traité de Maastricht sur le site Internet officiel de l'Union européenne.

<http://www.eurotreaties.com/maastrichteu.pdf>.

Le Traité de Maastricht, 7 février 1992.

<http://europa.eu/scadplus/leg/en/s50000.htm> .

Guide du traité d'Amsterdam sur le site Internet officiel de l'Union européenne

http://www.consilium.europa.eu/cms3_fo/showPage.asp?id=248&lang=FR&mode=g

Le traité de Nice, sur le site Internet officiel de l'Union européenne.

Politique Étrangère et Sécurité Commune.

http://europa.eu.int/pol/cfsp/index_fr.htm

<http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r00001.htm>

Politique Étrangère et Sécurité Commune, introduction.

<http://europa.eu/scadplus/leg/en/lvb/a19000.htm>

La Politique Étrangère de Sécurité Commune et le traité d'Amsterdam sur le site Internet officiel de l'Union européenne.

<http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/r00001.htm>.

La Politique Européenne de Sécurité et de Défense.

http://europa.eu/pol/cfsp/index_fr.htm

Politique Etrangère et de Sécurité.

http://www.europarl.europa.eu/summits/pdf/the_fr.pdf

Conclusion de la Présidence européenne du 19 et 20 juin 2003. Bulletin 23.06.2003.

http://www.consilium.europa.eu/cms3_fo/showPage.asp?id=248&lang=FR&mode=g

Le Conseil de l'Union Européenne et la Politique étrangère et de sécurité.

<http://www.robert-schuman.org/supplement/sup190an.htm>

Information concernant les groupes tactiques de 1,500 hommes sur le site de la Fondation Robert Schuman.

http://europa.eu/pol/enlarg/overview_en.htm.

Politique Étrangère et Sécurité Commune.

Agence Européenne de Défense.

<http://www.eda.eu.int/index.htm>

L'Agence Européenne de Défense.

<http://www.eda.europa.eu/edaOrgChart.htm>

Diagramme organisationnel de l'Agence Européenne de Défense.

[http://assembly-](http://assembly-weu.itnetwork.fr/fr/documents/sessions_ordinaires/rpt/2004/1856.html#P154_2237)

[weu.itnetwork.fr/fr/documents/sessions_ordinaires/rpt/2004/1856.html#P154_2237](http://assembly-weu.itnetwork.fr/fr/documents/sessions_ordinaires/rpt/2004/1856.html#P154_2237)

Le rôle de la Commission européenne dans l'Agence Européenne de Défense.

<http://www.eda.europa.eu/news/2006-06-30-0.htm>

Le Code de Conduite.

<http://www.eda.europa.eu/facts/Defence%20R&T%20Spend.htm>

Les dépenses des pays européennes en matière de Recherche et Développement.

Union européenne et autres adresses Internet.

<http://europa.eu.int/>

Site officiel de l'Union européenne.

<http://ue.eu.int/showPage.ASP?lang=fr>

Le Conseil de l'Union Européenne

<http://www.iss-eu.org/new/analysis/analy080.html>

Nicole, Gnesotto. 'L'Europe et Etats-Unis – Vision du Monde, vision de l'Autre'. Institut d'études et de sécurité de l'Union Européenne, no 105.

<http://www.iss-eu.org/esdp/10-jyhfc.pdf>

Jean Yves Haine, Force Structures, *L'Institut d'Études et de Sécurité*. .

<http://www.iss-eu.org/esdp/05-gl.pdf>

Lindstrom, Gustav. 2006. The Headline Goal. *L'Institut d'Études et de Sécurité*, 7 pages.

<http://www.iss-eu.org/esdp/11-bsdef.pdf>

Schmitt, Burkard. 2005. Defence Expenditure. *L'Institut d'Études et de Sécurité*, 5 pages.

http://ue.eu.int/uedocs/cmsUpload/2010_Headline_Goal.pdf

Le But à Long Terme de 2010 (*The 2010 Headline Goal*).

<http://www.granddictionnaire.com>

Le grand dictionnaire terminologique de la langue française.

<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/ESDPoperations.jpg>

Les opérations civiles, militaires et de police sous l'égide de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense depuis 2003.

http://www.consilium.europa.eu/cms3_fo/showPage.asp?id=266&lang=EN&mode=g.

La Stratégie Européenne de Sécurité.

<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/031208ESSIIFR.pdf>.

Les objectifs stratégiques I, II, et III de la Stratégie Européenne de Sécurité.

http://ec.europa.eu/comm/external_relations/gac/index.htm.

Le Conseil des Affaires Générales et des Relations Extérieures.

<http://www.occar-ea.org/view.php?nid=50>.

L'Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement (OCCAR).

http://www.granddictionnaire.com/btml/fra/r_motclef/index800_1.asp.

Grand Dictionnaire Terminologique de l'Office Québécois de la Langue Française.